

# **LA SCIENCE POLITIQUE LATINO-AMÉRICANISTE : ÉTAT DES LIEUX ET AGENDA DE RECHERCHE**

**Olivier DABÈNE, Frédéric LOUAULT et Kevin PARTHENAY**

## **INTRODUCTION**

Les études latino-américaines se montrent aujourd’hui aussi diverses et plurielles que l’est devenue la science politique. Les objets et intérêts de recherche, tout comme les méthodes, se sont développés au gré de l’évolution de la discipline et des réalités du continent latino-américain. La publication de ce manuel est l’occasion d’établir un bilan, non pas de la place occupée par l’Amérique latine dans la recherche en science politique, mais plutôt de la façon dont la science politique a été mobilisée pour étudier et comprendre l’Amérique latine.

Si, de longue date, constat a été fait que l’Amérique latine constituait un laboratoire de choix pour le déploiement de la science politique (Hirschman, 1963, 1971 ; Lambert, 1964 ; Rouquié, 1988, 2020 ; Couffignal, 2013), une question consiste à savoir dans quelle direction avance la « science politique latino-américaniste ». Au carrefour du XXI<sup>e</sup> siècle, il était manifeste que les politistes latino-américanistes avançaient pour le moins divisés. Cette division dépassait l’hétérogénéité salutaire des questionnements de recherche et objets d’étude, elle renvoyait à une fracture majeure, qui concernait plus généralement les sciences sociales, opposant développements idéographiques et développements nomothétiques. Dans ce débat, et concernant les études latino-américaines, deux traditions se sont ainsi farouchement opposées par le passé (comme dans d’autres sous-champs de la discipline ou pour d’autres aires géographiques) : une tradition d’inspiration nord-américaine, caractérisée par des ambitions de généralisation empiriques reposant sur des méthodes quantitatives, et une tradition d’inspiration « européenne », plutôt marquée par des approches qualitatives, nourries

par des considérations historiques et sociologiques(1). S'il ne s'agit pas dans ce chapitre de revenir sur les termes de ce débat – qui aujourd'hui ne relève plus nécessairement de la dichotomie quanti-quali, mais plutôt des degrés divers de formalisation de l'administration de la preuve (*causation*) – en somme des questions épistémologiques – on peut, malgré tout, s'interroger sur l'état actuel de cette division ou de son évolution dans la mesure où elle a longtemps structuré (bien que négativement) notre champ. La circulation croissante des chercheurs entre les universités des trois pôles géographiques – le pôle latino-américain, le pôle anglo-saxon et le pôle européen – contribue à un certain décloisonnement des approches et des méthodologies. Les principaux congrès de la discipline (comme ceux de la *Latin American Studies Association* – LASA ou de *Asociación Latino-Americana de Ciencia Política* – ALACIP) favorisent également des rencontres et discussions entre les différentes traditions de recherche.

Par ailleurs, il nous intéresse particulièrement d'identifier, au-delà de ce qui divise (plutôt d'ailleurs sur le plan méthodologique), ce qui demeure commun d'une part (les thèmes, les objets, les pays, les questionnements), et identifier d'autre part ce qui tient de l'impensé, quel que soit le positionnement épistémologique.

Au-delà, donc, des « façons de faire », bien souvent reliées au degré d'institutionnalisation du champ dans un contexte universitaire plutôt qu'à des enjeux proprement scientifiques, il nous semble pertinent de nous intéresser à la production de connaissances par la science politique latino-américaniste en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle.

Sur la base de perspectives préétablies par d'autres travaux (Dabène, 2015 ; Freidenberg, 2017 ; Pérez-Liñan, 2017), nous mettons à l'épreuve une décennie de recherche, 2010-2019, à travers l'examen d'un échantillon de la production académique.

Peu de recherches ont été conduites en ce sens, en dehors de recensions ponctuelles destinées stratégiquement à nourrir des propositions pour de nouveaux agendas de recherche. Fait exception, toutefois, à ce constat, le travail de Flavia Freidenberg (2017), qui coordonne un ouvrage collectif ayant pour ambition de détailler l'évolution de la science politique latino-américaniste autant du point de vue de la recherche que de l'enseignement. Si ce travail agrège un grand nombre de singularités et traditions nationales, il ne prétend pas identifier les tendances et impensés de cette science politique latino-américaniste,

(1) Une exception notable étant ici l'influence de l'École de la dépendance dans les sciences sociales. Nous remercions Élodie Brun pour cette précision.

objectif que nous portons ici de manière plus systématique. On signalera également la recherche d'Arlene Tickner (2003). S'appuyant sur un échantillon composé des articles scientifiques publiés dans cinq revues de relations internationales spécialisées dans la région (*Contexto Internacional* [Brésil], *Estudios Internacionales* [Chili], *Colombia Internacional* [Colombie]), *Relaciones Internacionales* [Costa Rica] et *Foro Internacional* [Mexique]), elle propose un renouvellement des études internationales sur l'Amérique latine, programme inscrit dans une démarche plus globale invitant à penser les relations internationales différemment (Tickner et Blaney, 2012). Ces travaux, bien qu'inspirants, portent leur regard sur une temporalité plus éloignée. L'analyse comparative de Tickner s'arrête en 1998 et l'ouvrage de Freidenberg fait état de recherches et enseignements essentiellement développés du milieu des années 1990 à la première décennie du XXI<sup>e</sup> siècle.

Malgré l'existence de peu d'états des recherches de science politique sur l'Amérique latine, les bénéfices à retirer de cet exercice sont nombreux, car ils permettent de repérer des angles morts théoriques, empiriques et méthodologiques et d'élaborer des incitations pour de futurs agendas et programmes recherche.

Par ailleurs, il est utile de dresser un bilan de la dernière décennie de production académique pour se départir de certaines prénotions rattachées au déploiement de la science sur cette aire géographique. Longtemps l'Amérique latine a été considérée comme un terrain privilégié pour l'étude de la contestation sociale en raison des vagues récurrentes d'instabilité politique qu'a connu le continent (Dabène, 2020 ; Parthenay, 2020). Explorer de manière détaillée la façon dont la science politique s'est déployée pour décrire les réalités latino-américaines contemporaines permet ainsi de dégager une richesse conceptuelle bien souvent méconnue.

Le chapitre est structuré en cinq parties. Tout d'abord, pour dresser ce regard panoramique (bien que non-exhaustif), nous avons sélectionné sept revues diversement représentatives de notre champ d'étude afin d'établir un échantillon de la production académique. Contrairement à d'autres travaux de recherche mentionnés plus haut, nous n'analysons pas les offres d'enseignements. Nous ne prenons pas non plus en considération les thèses de doctorat et ouvrages publiés dans les presses universitaires. L'ambition étant de dresser un panorama large de l'état d'avancement de la science politique latino-américaniste, notamment par les thèmes, les objets et les pays traités, inclure ces sources, s'agissant de contextes nationaux pluriels, rend la tâche impossible. Nous nous concentrons donc sur les articles scientifiques de revues indexées.

Notre travail repose sur un échantillon de revues que nous présentons, dans un premier temps, dans le but de fixer les contours du champ de production de connaissances étudié (1). Dans un second temps, nous détaillons, sur la base de notre échantillon, l'état brut des données empiriques produites formulant ainsi un panorama de la recherche de la science politique latino-américaniste (2). Nous présentons en particulier les données relatives à la distribution par pays des articles étudiés, à l'ancrage disciplinaire et sa variation, aux méthodes employées ainsi qu'aux caractéristiques générales des « producteurs » du champ (notamment à travers la question du genre). La troisième partie de ce chapitre complète ce panorama en étant consacrée aux objets abordés par la science politique latino-américaniste (3). L'ensemble de ces données sont analysées dans la quatrième partie de ce chapitre (4), et servent, in fine, à poser les bases pour un nouvel agenda de recherche (5).

### 1. – LES CONTOURS DU CHAMP DE PRODUCTION DES CONNAISSANCES.

Ce chapitre propose une approche à la fois ambitieuse et modeste. Ambitieuse, car il entend présenter un panorama de la recherche en science politique portant sur l'Amérique latine. Modeste, car il ne prétend pas couvrir de manière exhaustive l'intégralité de cette production scientifique. Nous nous concentrons sur la dernière décennie d'une part, et optons, d'autre part, pour une stratégie d'observation d'échantillons de production scientifique. Les revues publiant des articles scientifiques, à l'issue d'un processus d'évaluation par les pairs, constituent donc notre terrain d'exploration.

Pour établir notre sélection, nous avons utilisé les données du site de classement des revues « Scimago » (*The Shape of Science*) (2). Pour l'entrée disciplinaire « Sociologie et Science Politique », on dénombre 1137 revues recensées (3). Parmi cette liste, 38 revues disciplinaires sont développées en Amérique latine, principalement au Mexique, en Colombie, au Brésil, au Venezuela et en Argentine (voir tableau 1). Nous sommes ici bien conscients des biais de l'indexation, qui sont eux-mêmes le reflet des logiques de hiérarchisation du travail académique. Beaucoup de travaux sont publiés dans des revues qui ne figurent pas dans ces classements. Le meilleur exemple est la revue *Foro Internacional*, éditée et publiée par le

(2) SCImago Journal & Country Rank (*The Shape of Science*). Accessible en ligne : <https://www.scimagojr.com/>.

(3) Notons que dans SCImago une autre entrée pour la science politique existe : « Political science and international relations ». Nous commentons cet aspect dans les dernières sections de ce chapitre.

Colegio de Mexico (COLMEX) depuis 1960, mais qui ne participe pas à ces classements. Pour autant, ces sources constituent un élément structurant du champ dans la mesure où elles sont associées à des logiques de diffusion spécifiques et des critères d'évaluation strictement définis.

**Tableau 1 : Revues de sociologie et science politique en Amérique latine**

Rang	Titre	SJR-Q	H-i	Pays	Éditeur
328	Opinião Pública	Q2	14	Brésil	Cesop – Centro de Estudos e Opinião Pública
350	Revista de Sociologia e Política	Q2	9	Brésil	Grupo de Estudos Estado e Sociedade, Universidade Federal do Parana
491	Revista de Economía Política	Q2	14	Brésil	Centro de Economía Política
536	Sociedade e Estado	Q2	10	Brésil	Editora Universidade de Brasília
551	Política Criminal	Q2	5	Chili	Centro de Estudios de Derecho Penal de la Universidad de Talca
565	Estudios Constitucionales	Q3	8	Chili	Editorial Universidad de Talca
595	Revista de Estudios Sociales	Q3	8	Colombie	Universidad de los Andes
596	Análisis Político	Q3	5	Colombie	Universidad Nacional de Colombia
602	Lua Nova – Revista de Cultura e Política	Q3	10	Brésil	CEDEC
641	Izquierdas	Q3	3	Chili	Universidad de Santiago de Chile
651	Revista Mexicana de Sociología	Q3	7	Mexique	Universidad Nacional Autónoma de Mexico
681	Caderno CRH	Q3	8	Brésil	Federal University of Bahia Human Resources Center
705	Revista de Investigações Constitucionais	Q3	4	Brésil	Universidade Federal do Paraná

720	Estudos Avançados	Q3	20	Brésil	Universidade de Sao Paulo, Instituto de Estudos Avancados
738	Informacao e Sociedade	Q3	5	Brésil	Universidade Federal de Campina Grande
745	Perfiles Latinoamericanos	Q3	6	Mexique	Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales Sede Mexico
753	Revista Mexicana de Ciencias Políticasy Sociales	Q3	4	Mexique	Facultad de Ciencias Políticasy Sociales, UNAM
776	Revista Brasileira de Gestão e Desenvolvimento Regional	Q3	5	Brésil	Universidade de Taubaté
783	Innovar	Q3	8	Colombie	Universidad Nacional de Colombia
810	Utopia y Praxis Latinoamericana	Q3	5	Venezuela	Universidad del Zulia
822	Colombia Internacional	Q3	5	Colombie	Universidad de los Andes
832	Reforma y Democracia	Q3	5	Venezuela	Centro Latinoamericano de Administraciónpara el Desarrollo (CLAD)
860	Estudios de Asia y África	Q4	2	Mexique	Colegio de México, A.C., Departamento de Publicaciones
864	Revista Criminalidad	Q4	2	Colombie	Policía Nacional de Colombia
876	Quinto Sol	Q4	3	Argentine	Universidad Nacional de La Pampa
879	Desarrollo y Sociedad	Q4	4	Colombie	Universidad de los Andes
905	Revista da Abordagem Gestáltica	Q4	2	Brésil	Institute for Research and Training in Gestalt therapy Goiania
913	Dilemas	Q4	7	Brésil	Universidade Federal do Rio de Janeiro – UFRJ
942	Cadernos de Linguagem e Sociedade – Papers on Language and Society	Q4	2	Brésil	Thesaurus Editora de BrasíliaLtd

957	Sur – International Journal of Human Rights	Q4	4	Brésil	Sur – Rede Universitária de Direitos Humanos
988	Estudios Sociologicos	Q4	3	Mexique	Centro de Estudios Sociológicos de El Colegio de México
1015	Co-herencia	Q4	3	Colombie	Universidad EAFIT
1019	Norteamerica	Q4	1	Mexique	Universidad Nacional Autónoma de Mexico
1025	Cuadernos del Cendes	Q4	5	Venezuela	Centro de Estudios del Desarrollo de la Universidad Central de Venezuela
1094	Revista Republicana	Q4	1	Colombie	Corporación Universitaria Republicana
1110	Cuestiones Constitucionales	Q4	2	Mexique	Universidad Nacional Autónoma de Mexico
1121	Revista Brasileira de História	Q4	6	Brésil	Associação Nacional Universitários de História
1122	Secuencia (Mexico City, Mexico)	Q4	2	Mexique	Instituto Mora

Source : élaboration propre à partir de Scimago (2018(4)).

Parmi les 1137 revues identifiées, quinze possèdent une double spécialisation : disciplinaire et géographique, en l'occurrence ici sur l'Amérique latine. Nous les listons dans le tableau 2 ci-dessous.

**Tableau 2 : Revues de sociologie/science politique spécialisées sur l'Amérique latine**

Rang	Titre	SJR-Q	H-i	Pays	Éditeur
250	Latin American Politics and Society	Q1	37	États-Unis	Wiley-Blackwell
347	Journal of Latin American Studies	Q2	38	Royaume-Uni	Cambridge University Press
351	Latin American Perspectives	Q2	34	États-Unis	SAGE Publications

(4) Les classements de Scimago évoluent chaque année. Aussi, nous conservons le classement existant au lancement de cette recherche et ayant servi à la sélection de nos cas d'étude.

364	Latin American Research Review	Q2	42	États-Unis	University of Texas Press
370	Journal of Politics in Latin America	Q2	4	Allemagne	Institut für Iberoamerika-Kunde
373	Latin American and Caribbean Ethnic Studies	Q2	12	Royaume-Uni	Routledge
543	European Review of Latin American and Caribbean Studies	Q2	7	Pays-Bas	Amsterdam University, Centre for Latin American Research and Documentation
584	Latino Studies	Q3	14	Royaume-Uni	Palgrave Macmillan Ltd.
606	Latin American Policy	Q3	3	Mexique	John Wiley and Sons Ltd
745	Perfiles Latinoamericanos	Q3	6	Mexique	FLACSO-Mexico
810	Utopia y Praxis Latinoamericana	Q3	5	Venezuela	Universidad del Zulia
830	Journal of Iberian and Latin American Research	Q3	7	Royaume-Uni	Routledge
898	America Latina Hoy	Q4	6	Espagne	Universidad de Salamanca
1010	Cahiers des Amériques Latines	Q4	4	France	Institut des Hautes Études de l'Amérique Latine (IHEAL)
1130	Iberoamerica (Russian Federation)	0		Russian Federation	Institute of Latin American Studies, Russian Academy of Sciences

Source : élaboration propre à partir de Scimago (2018(5)).

La sélection des revues composant notre échantillon a été guidée par trois critères fondamentaux : 1) la distribution géographique ; 2) la représentativité des positionnements des revues (« Q ») répondant à la logique de hiérarchisation et de diffusion ; 3) la variation des contextes nationaux, doublement hétérogènes face à l'enjeu disciplinaire (science politique) d'une part, et l'enjeu de spécialisation géographique (Amérique latine) d'autre part.

(5) Les classements de Scimago évoluent chaque année. Aussi, nous conservons le classement existant au lancement de cette recherche et ayant servi à la sélection de nos cas d'étude.

Par ailleurs, chaque revue est le reflet d'un état particulier du contexte national d'institutionnalisation des études latino-américaines en science politique. Si, de ce point de vue, les revues *Latin American Politics and Society* (LAPS) et *Latin American Research Review* (LARR) sont représentatives d'un contexte national (états-unien) fortement institutionnalisé, d'autres se situent à une autre extrémité du spectre, comme la *European Review of Latin American and Caribbean Studies* (ERLACS) aux Pays-Bas ou les *Cahiers des Amériques Latines* (CAL) en France. Comme l'explique Anibal Pérez-Liñan, un contexte de forte institutionnalisation se caractérise essentiellement par 1) une hyperspécialisation thématique, 2) la prédominance de méthodologies quantitatives, 3) l'élaboration/usage de base de données systématisées, 4) une formalisation des explications/hypothèses causales, 4) une ambition à la généralisation empirique. À l'inverse, dans un contexte de faible institutionnalisation, on retrouvera plutôt 1) une faible spécialisation, 2) une prédominance des analyses historiques, 3) une importance des études critiques, 4) une rareté de collecte systématisée de données, 5) une prédominance d'études qualitatives (Pérez-Liñan, 2017, p. 291-310). Face à cette représentation idéale-typique quelque peu réductrice, nous avons souhaité faire varier les degrés d'institutionnalisation et donc d'approches vis-à-vis des études latino-américaines. Sur cette base, nous justifions la non-sélection de revues telles que *Journal of Latin American Studies* (UK, Cambridge) et *Journal of Politics in Latin America* (Allemagne, GIGA), bénéficiant d'un positionnement central, mais répondant à des caractéristiques et contextes d'institutionnalisation de la discipline et de la spécialité trop proche de revues états-uniennes. Nous avons privilégié des contextes d'institutionnalisation différenciés qui nous ont amenés à sélectionner des revues, pour l'Europe, comme ERLACS ou CAL et pour l'Amérique du Nord, comme *Canadian Journal of Latin American and Caribbean Studies* (CJLACS).

Sur la base de ces trois critères, nous retenons sept revues spécialisées occupant une position importante, bien que différenciée (H-Index), dans la diffusion des études latino-américaines à l'échelle internationale. L'audience de ces revues demeure hétérogène en fonction de leur classement international. Il est nécessaire malgré tout de préciser que ces revues ne sont structurantes que pour les approches dominantes et que beaucoup d'autres réseaux de recherche évoluent en dehors de ces espaces(6). Pour autant, l'un des objectifs de ce chapitre est précisément de relever les manques et lacunes de ce *mainstream* académique touchant

(6) Les auteurs de ce chapitre remercient Elodie Brun pour l'importance et la pertinence de cette remarque. Par ailleurs, d'autres revues auraient pu faire l'objet d'une sélection, telles

à la science politique latino-américaniste (bien souvent considéré en dehors de ce qui se produit dans le continent lui-même). Ci-dessous, nous présentons succinctement les revues sélectionnées :

- *Latin American Politics and Society* (LAPS), hébergée par l'Université de Miami, éditée par Cambridge University Press, et classée Q1, possède la position la plus centrale du champ et est dotée d'un grand prestige au sein de la communauté des politistes latino-américanistes. Portant anciennement les noms de « *Journal of Interamerican Studies and World Affairs* » (Vol. 12, 1970 – Vol. 42, 2000) et « *Journal of Inter-American Studies* » (Vol. 1, 1959 – Vol. 11, 1969), LAPS est la seule revue états-unienne spécialisée sur l'Amérique latine, classée au côté des revues disciplinaires de science politique (classée 58<sup>e</sup>, Pérez-Liñan, 2017).
- *Latin American Research Review* (LARR) publiée par les presses de l'Université du Texas. Classée Q2, LARR constitue la seconde revue dotée de l'audience la plus forte et la revue la plus citée, devant LAPS avec un H-Index de 42. Notons qu'elle bénéficie d'un vecteur complémentaire de diffusion en étant rattachée à l'Association d'Études Latino-américaines (LASA) qui organise annuellement son Congrès international. À la différence toutefois de LAPS qui se positionne parmi les meilleures revues étatsuniennes de science politique, LARR possède un spectre plus diffus publiant des articles de science politique, mais également d'histoire et plus généralement de sciences sociales (économie, sociologie et anthropologie).
- *European Review of Latin American and Caribbean Studies* (ERLACS) partage le même classement (Q2). Elle est éditée par l'Université d'Amsterdam (Centre for Latin American Research and Documentation) et a récemment amélioré son positionnement international. Anciennement connue sous le nom « *Boletín informativo sobre estudios latinoamericanos en Europa* » (1965-1970), puis « *Boletín de Estudios Latinoamericanos* » (1970-1973), et « *Boletín de Estudios Latinoamericanos y del Caribe* » (1974-1989), la revue prit son nom actuel en 1989. Elle entend promouvoir la recherche sur l'Amérique latine et les Caraïbes dans le domaine des sciences sociales dans une perspective multi-disciplinaire.
- *América Latina Hoy* (ALH) est publiée par l'Institut Ibéro-américain et les éditions de l'Université de Salamanque. La revue fut créée en 1991 avec l'ambition de produire de l'analyse sur la réalité latino-américaine

que la *Revista de Ciencia Política* (Université Catholique du Chili), *Política y Gobierno* (CIDE, Mexique), *Colombia Intercional* (Universidad de los Andes, Colombie).

à partir d'un large spectre d'études politiques, sociales, économiques, historiques et culturelles. Son positionnement et audience sont variables selon les disciplines : Q2 pour l'Histoire ; Q4 pour la science politique. Toutefois, on notera qu'en Espagne, selon le classement Scholar Metrics 2014-2018, ALH a occupé la première place parmi les revues de science politique et administration. Aussi, elle possède un profil proche, bien que pâtissant d'un classement inférieur à LAPS, répondant à des critères de spécialisation disciplinaire (science politique) ainsi qu'à des orientations régionales (Amérique latine).

- *Canadian Journal of Latin American and Caribbean Studies* (CJLACS) est éditée par l'Université de Calgary et publie des recherches sur l'anthropologie, l'économie, l'histoire, la politique et la sociologie. Cette revue a pris la suite de la « North-South Canadian Journal of Latin American Studies » (1976-1983), depuis 1984. La revue n'apparaît pas dans la liste « Sociologie/Science Politique », mais dans la liste « Science Politique et Relations internationales ». Ainsi, dans la seconde liste CJLACS occupe le rang n° 344 et est classée Q3. On relèvera en effet que cette revue se classe en deuxième position par le nombre d'articles publiés sur des thématiques relevant des relations internationales (« scène internationale », comme nous le présenterons plus avant).
- Créée en 1992, *Perfiles Latinoamericanos* est éditée au Mexique par la Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales (FLACSO-Mexico). Cette revue se positionne de manière générale dans le champ des sciences sociales bien que spécialisée sur l'Amérique latine, en proposant des contributions dans les domaines suivants : « science politique, sociologie, économie, politiques publiques, éducation, population et développement » (site web de la revue). En 2018, elle est classée Q3 et se positionne au rang 745 des revues classées de sociologie et science politique dans le classement Scimago.
- *Cahiers des Amériques Latines* (CAL), selon le classement Scimago, est la revue la plus périphérique. Créés en 1985, les CAL sont publiés par l'Institut des hautes études de l'Amérique latine (IHEAL, Université Sorbonne Nouvelle) et le Centre de recherche et de documentation des Amériques (Creda, UMR 7227, CNRS). Elle est dite « ouvert(e) à toutes les sciences humaines et sociales », aussi la science politique n'y occupe, en théorie, pas une part majoritaire bien que, dans la pratique, 54,53 % des articles étudiés sur la période 2010-2019 sont des articles de science politique (incluant les relations internationales ; contre 8,5 % de sociologie, 5,53 % de géographie et 2,04 % d'Histoire). On notera qu'en comparaison avec la précédente décennie (2000-2009),

la science politique occupe une part croissante dans la revue, passant de 11 % à 54,53 %. Pour cette décennie 2000-2009, la géographie occupait 25 %, l'Histoire 17 %, l'Anthropologie 16 %.

**Tableau 3 : Revues sélectionnées (classement 2018(7))**

Titre	SRJ-Q (Sociology & Political Science)	SRJ-Q (Political Science & IR)	H-Index	Pays	Éditeur	Création	Langues
Latin American Politics and Society (LAPS)	Q1	Q1	42	États-Unis	Cambridge University Press	(1959) 2001	Anglais
Latin American Research Review (LARR)	Q2	Q1	48	États-Unis	Latin America Research Commons	1965	Anglais, espagnol, portugais
European Review of Latin American and Caribbean Studies (ERLACS)	Q2	-	11	Pays-Bas	Centre for Latin American Research and Documentation	(1965) 1989	Anglais, espagnol
Perfiles Latino-americanos	Q3	-	9	Mexique	FLACSO-Mexico	1992	Espagnol, anglais
America Latina Hoy (ALH)	Q3	-	8	Espagne	Universidad de Salamanca	1991	Espagnol, Anglais, Portugais
Cahiers des Amériques Latines (CAL)	Q4	-	5	France	IHEAL	1985	Français
Canadian Journal of Latin American and Caribbean Studies (CJLACS)	-	Q3	11	Canada	University of Calgary Press	1976	Anglais, espagnol, français, portugais

Source : élaboration propre, à partir de Scimago (2018).

(7) Depuis les premières versions de ce chapitre, les classements ont pu évoluer, sans toutefois modifier radicalement le positionnement des revues dans le champ.

Pour chacune de ces sept revues, nous avons travaillé sur l'intégralité des articles scientifiques (hors recensions) publiés entre janvier 2010 et décembre 2019. La base de données constituée (disponible en ligne sur le site de l'Observatoire Politique de l'Amérique latine et des Caraïbes de Sciences Po, OPALC) compile les informations relatives aux auteurs des articles scientifiques, à leurs affiliations institutionnelles, aux thèmes et objets de recherche (via les abstracts et mots clés), aux pays/zones étudié/es, aux démarches et méthodes employées (études de cas vs. comparaisons ; approches qualitatives vs. quantitatives). Les données récoltées sont présentées dans la partie suivante.

## 2. – UN PANORAMA DE LA SCIENCE POLITIQUE LATINO-AMÉRICANISTE

Dans les sept revues étudiées sur la période 2010-2019, nous avons recensé 1 047 articles de science politique. Il a fallu écarter un grand nombre d'articles plus résolument ancrés dans d'autres champs disciplinaires (sociologie, anthropologie, économie, etc.), notamment de nombreuses contributions touchant à l'étude des migrations (également traitées à travers le prisme de la géographie), ou bien des analyses de groupes sociaux spécifiques (populations âgées, jeunes, etc.) en passant par des analyses sur les arts et cultures (musique, littérature, etc.). Lorsque ces phénomènes, entre autres, portaient une résonance politique, ceux-ci ont été intégrés. Un travail similaire a été réalisé concernant les publications de nature économique (capitalisme, néolibéralisme, études commerciales, agraires, etc.) ou bien historique ou anthropologique. Le tableau ci-dessous présente le nombre total d'articles publiés et la part des articles retenus pour chaque revue.

**Tableau 4 : Nombre d'articles de science politique étudiés (2010-2019)**

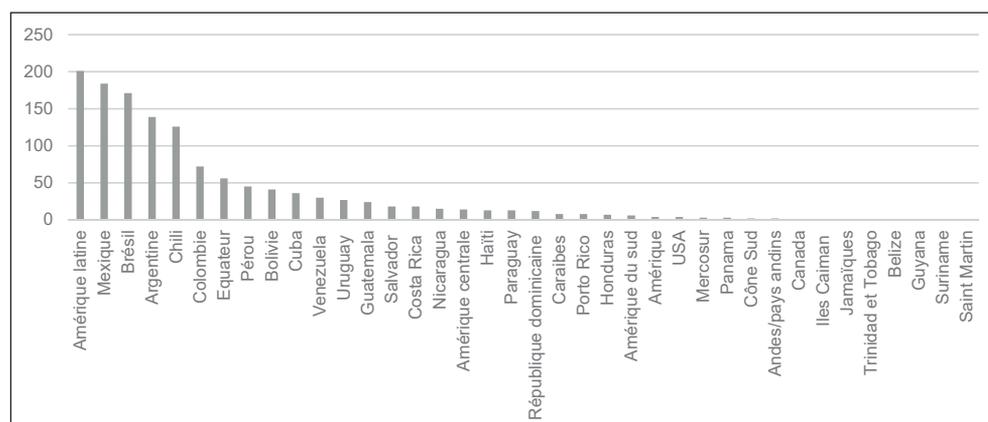
Revues	Nombre d'articles de science politique	Total des articles étudiés	% d'articles de science politique
<b>LARR</b>	244	401	60,84
<b>CAL</b>	109	199	54,77
<b>ALH</b>	168	202	83,16
<b>LAPS</b>	231	242	95,45
<b>ERLACS</b>	79	102	77,45
<b>CJLACS</b>	102	169	60,35
<b>PERFILES</b>	114	181	62,98
<b>Total</b>	<b>1047</b>	<b>1496</b>	<b>69,98</b>

Source : élaboration propre.

2.1. – *La distribution par pays.*

À propos des zones étudiées, une forte concentration sur quelques pays est à noter. Si l'Amérique latine dans son ensemble apparaît comme la première entrée (16 %), donnant lieu à des études englobantes, quatre pays concentrent à eux seuls la moitié des publications des sept revues étudiées sur la dernière décennie (2010-2019) : le Mexique, le Brésil, l'Argentine et le Chili. On pourra s'étonner, du fait de son positionnement géostratégique et de l'évolution du contexte politique depuis 2014, de la place largement secondaire occupée par le Venezuela (2 %). Naturellement, l'agrégation des données ne doit pas masquer des singularités propres à chacune des revues étudiées. En retenant les trois premiers objets/pays pour chacune des revues, le niveau de concentration diverge.

Graphique 1 : Distribution des recherches par pays



Source : élaboration propre.

Tableau 5 : Pays majoritaires par revue

PERFILES	Mexique, Argentine, Chili.
LAPS	AL, Brésil, Argentine.
ALH	AL, Brésil, Argentine.
ERLACS	Équateur, Chili, Argentine.
CJLACS	Brésil, Argentine, Amérique latine.
CAL	Brésil, Argentine, Mexique.
LARR	Brésil, Amérique latine, Argentine.

Source : élaboration propre.

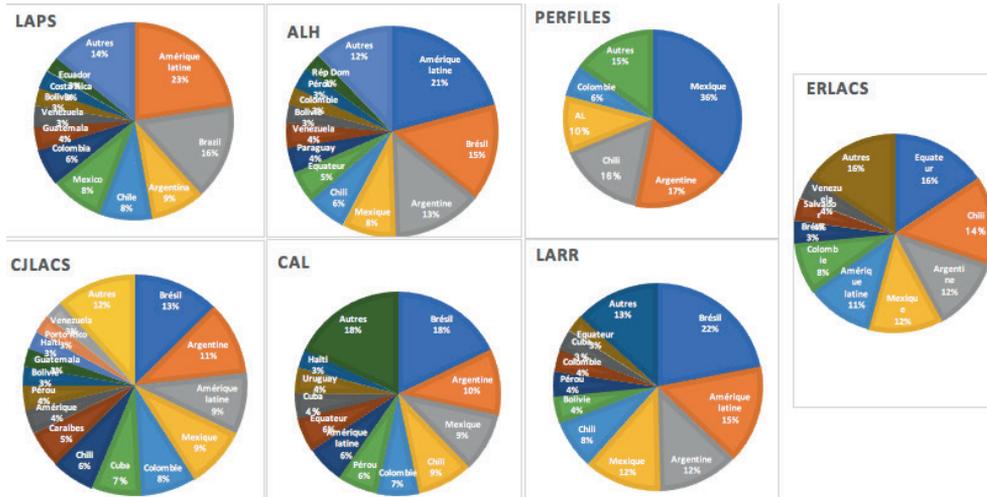
Il est à relever que la revue *Perfiles Latinoamericanos* est une revue éditée par une institution mexicaine (FLACSO) et publie prioritairement sur le Mexique. Ce type de biais « nationaux » aurait, de la même façon, pu être relevé pour d'autres revues et pays, à titre d'exemples *Contexto Internacional* pour le Brésil ou *OASIS* pour la Colombie. Une véritable singularité est à noter pour la revue ERLACS (Université d'Amsterdam) qui a, dans la dernière décennie, beaucoup publié sur l'Équateur, pays traditionnellement sous-représenté dans les autres revues. Par ailleurs, certaines entrées ne se font pas par pays, mais par blocs régionaux – bien que les contours de ces blocs soient plus ou moins homogènes.

L'Amérique centrale est une « région(8) » paradoxalement bien représentée. Bien souvent, il est fait mention des « petits États » centraméricains peu connus, sous-traités voire oubliés par la littérature académique. Pour autant, on relèvera que cette région est bien représentée dans les revues étudiées dans la dernière décennie. En tant que région, l'Amérique centrale est même le bloc le plus représenté, devant les Caraïbes, l'Amérique du Sud, ou les Andes (n = 14 contre respectivement 8, 6 et 2). Pris séparément, les États accumulent un grand nombre de publications : Guatemala, 24 ; Costa Rica, 18 ; El Salvador, 18 ; Nicaragua, 15 ; Honduras, 7 ; Panama, 3 ; Belize, 1 et République dominicaine, 12, soit près d'une centaine d'articles. En cumulant l'ensemble, l'espace régional centraméricain talonne le Chili avec 8,55 % des articles publiés. Si chacun des articles « nationaux » ne représente pas la région, ils constituent en revanche une entrée dans la réalité centraméricaine, compte tenu de l'étroitesse de son territoire et de la grande similitude des contextes et enjeux politiques (tenant compte des traditionnelles exceptions du Costa Rica et du Panama). De ce point de vue, les entrées régionales « andines » ou du « Cône Sud » font moins sens. Pour tenter d'expliquer cette différence, l'hypothèse de la dispersion des trajectoires nationales depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle pourra être mise en avant. En revanche, la zone des Caraïbes constitue un espace relativement délaissé. Malgré quelques articles « régionaux », les développements nationaux sont peu nombreux et concernent un très faible nombre d'États. En dehors de Cuba, Haïti et la République dominicaine, seuls Trinidad et Tobago, Saint Martin, la Jamaïque et les îles Caïman ont déjà fait l'objet de recherches. Un très faible nombre d'îles des Caraïbes est donc étudié dans nos revues sélectionnées.

(8) Voy. chapitre de Albaret et Parthenay dans cet ouvrage pour une précision de la signification de ce terme.

Enfin, dans ce classement, on relèvera que, parmi les organisations régionales latino-américaines, seul le MERCOSUR fait l'objet d'entrées spécifiques. Les initiatives plus récentes telles que l'UNASUR, la CELAC, l'ALBA ou encore l'Alliance du Pacifique n'apparaissent pas.

**Graphique 2 : Distribution par pays (9)**



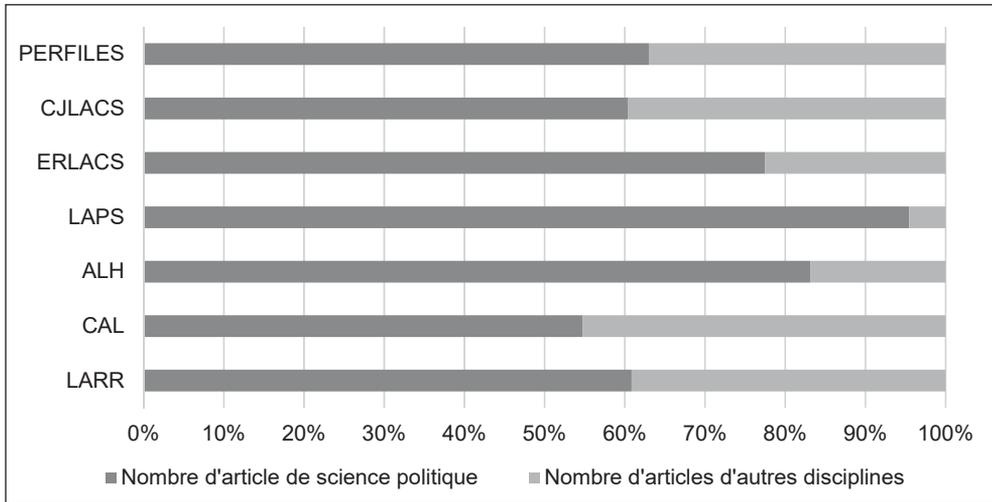
Source : élaboration propre.

## 2.2. – La discipline

Quelques revues disposent d'un ancrage disciplinaire très fort autour des principaux objets de la science politique, essentiellement des questions électorales : LAPS et *América Latina Hoy* (ALH), dont plus de 80 % des publications s'inscrivent dans le champ de la science politique. Bien qu'appartenant toujours à la catégorie « Sociologie et science politique » (Scimago), d'autres revues en revanche offrent davantage d'espace aux autres disciplines, notamment l'économie, la sociologie, la littérature, l'histoire et le droit. Cette ouverture à d'autres disciplines fait partie intégrante de l'identité et des objectifs des revues. Aussi, il est d'autant plus intéressant d'y observer la place occupée par la science politique face aux autres approches disciplinaires. Si les variations sont importantes, on constate une position centrale de la science politique dans ces revues de sciences sociales, avec une légère augmentation du nombre et de la part d'articles publiés sur la période (de 70,5 à 74,2 %).

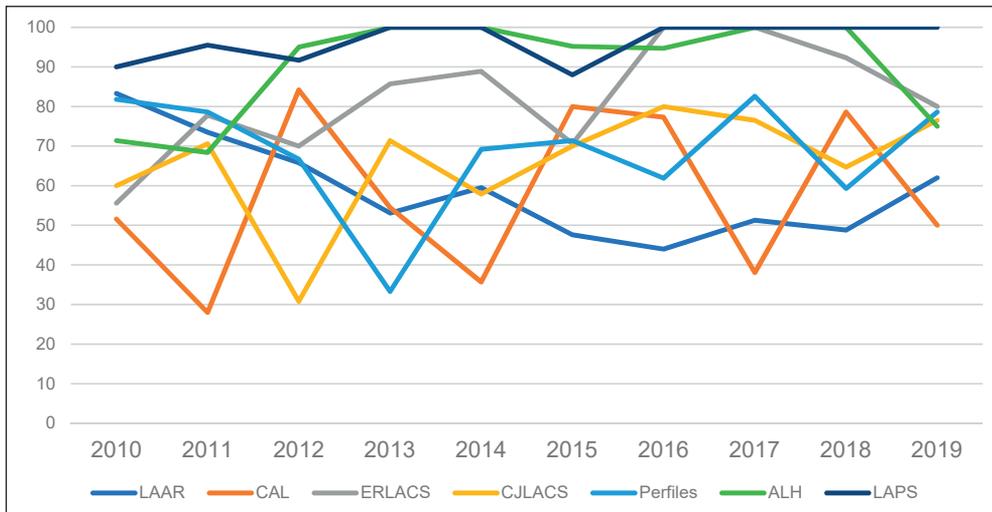
(9) Dans ces graphiques, la catégorie « autres » fait référence à tous les pays ou ensembles régionaux représentant moins de 3 % des articles publiés.

**Graphique 3 : Place de la science politique dans les publications sur l'Amérique latine**



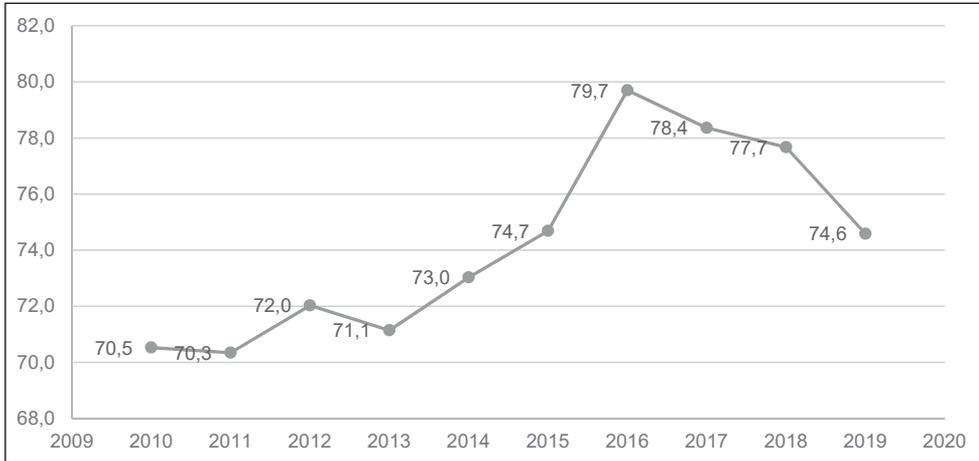
Source : élaboration propre.

**Graphique 4 : Variation de la place de la science politique dans l'étude de l'Amérique latine ( % d'articles de science politique sur le total )**



Source : élaboration propre.

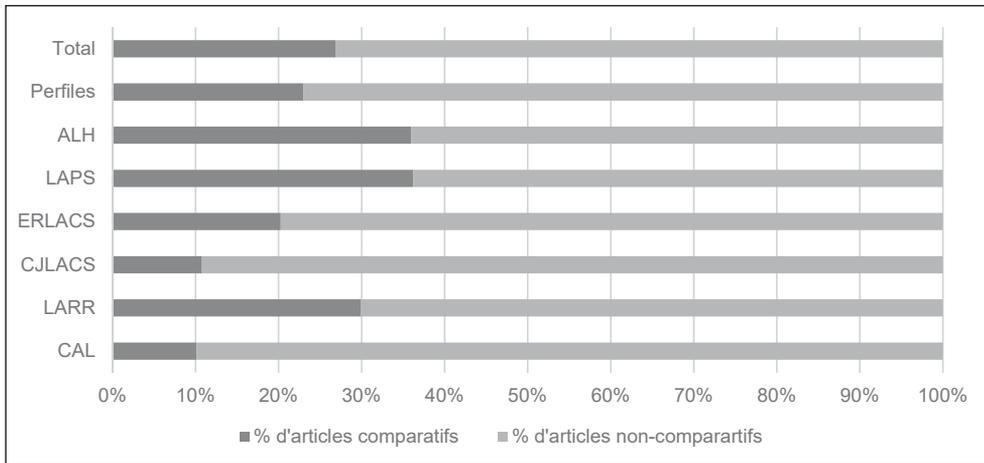
**Graphique 5 : Évolution du pourcentage moyen d'articles de science politique sur le total publié entre 2009 et 2019**



Source : élaboration propre.

### 2.3. – *Approches et méthodes*

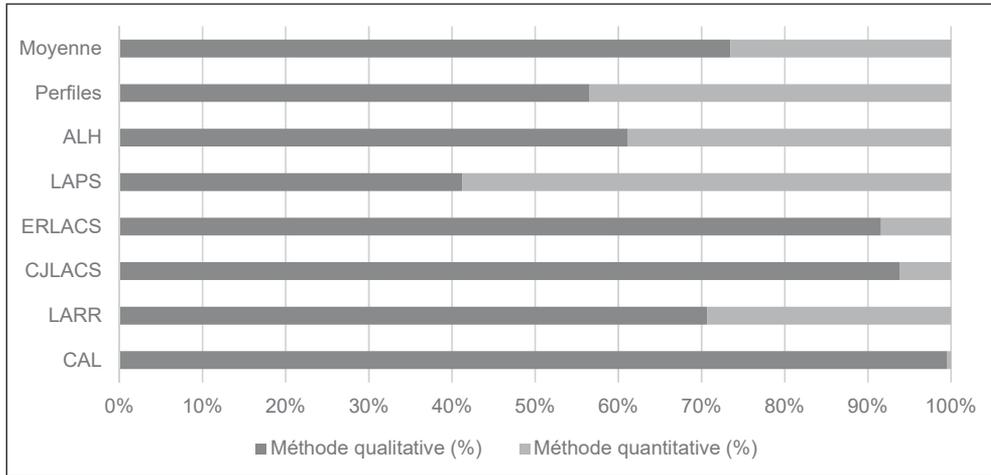
S'agissant de la « science politique latino-américaniste », la place de la comparaison est centrale dans la mesure où l'on fait référence à l'ensemble d'un continent composé de 33 États (avec les Caraïbes). Certains de ces travaux assument une ambition de généralisation, en mobilisant des bases de données produites au niveau régional (comme les données des enquêtes *Latinobarómetro* ou LAPOP (*Latin American Public Opinion Project*)). D'autres s'appuient sur des comparaisons plus qualitatives, avec un faible nombre de cas (généralement deux ou trois), pour ensuite généraliser – hâtivement – leurs résultats à l'échelle régionale. C'est ainsi que de nombreux articles dont le titre comprend les termes « Amérique latine », « Amérique du Sud » ou « Amérique centrale » se limitent en réalité à des comparaisons bien plus modestes (Brésil/Mexique ; Brésil/Argentine ; Bolivie/Équateur ; Argentine/Chili/Uruguay, etc.).

**Graphique 6 : Part des articles mobilisant une approche comparative**

Source : élaboration propre.

Le graphique ci-dessus confirme que la place des comparaisons est relative, voire faible dans la discipline. À peine un quart des articles étudiés mobilisent une approche comparative de manière assumée. La vaste majorité des travaux recensés portent sur un cas d'étude particulier (avec parfois des comparaisons au niveau infranational, entre plusieurs unités territoriales d'un même pays). Seules les revues LAPS, ALH et LARR présentent une proportion d'articles comparatifs égale ou supérieure à 30 %. Ce sont aussi les revues les plus institutionnalisées dans le champ disciplinaire selon les critères de Pérez-Liñan (2017) évoqués plus tôt dans ce chapitre. À l'inverse, seuls 10 % des articles de science politique publiés dans la revue *Cahiers des Amériques latines* assument une posture comparative. Cette revue présente les principales caractéristiques d'une faible institutionnalisation (prédominance des analyses socio-historiques, importance des études critiques, collecte de données peu systématique, prédominance d'études qualitatives).

**Graphique 7 : Part des articles mobilisant des outils méthodologiques qualitatifs**



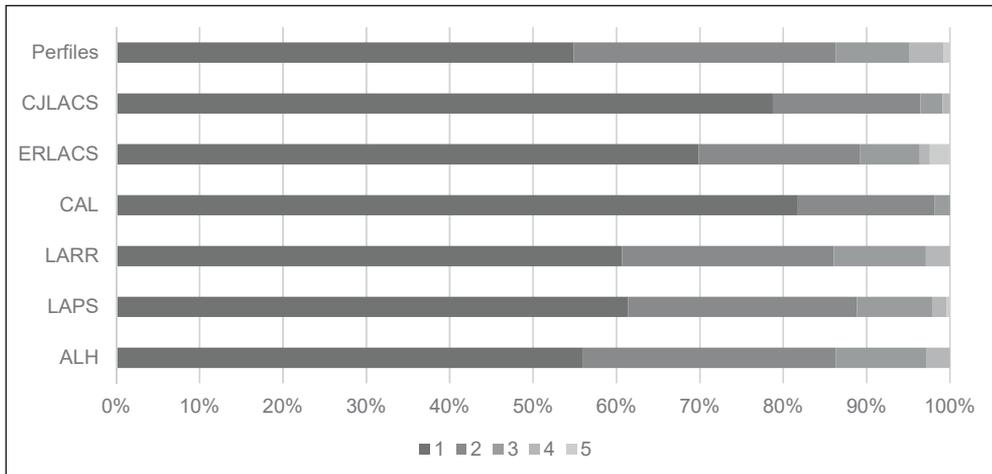
Source : élaboration propre.

En ce qui concerne les approches méthodologiques, nous constatons une nette domination des articles mobilisant des outils de type qualitatif (entretiens, observations, etc.). Près des trois quarts des articles de science politique publiés (73 %) entre 2010 et 2019 dans les revues de notre échantillon s'inscrivent dans une approche méthodologique qualitative. Là encore, la revue française *Cahiers des Amériques latines* (éditée à Paris par l'Institut des Hautes Études de l'Amérique latine – IHEAL) se présente comme la plus résolument tournée vers les approches qualitatives : la quasi-totalité des articles publiés par cette revue durant la dernière décennie s'inscrivent dans ces approches. À l'autre extrémité du spectre, la revue *Latin American Politics and Society* (LAPS) est la seule à publier une majorité d'articles reposant sur des outils quantitatifs de collecte et/ou d'analyse des données (près de 60 %), ce qui est en accord avec la structuration du champ disciplinaire aux États-Unis. Dans un sens, ce constat global est inversement proportionnel au degré de diffusion des travaux quantitatifs, qui dominent outrageusement la science politique dans le monde académique anglo-saxon. Cette prédominance des études qualitatives dans les articles de science politique publiés dans des revues latino-américanistes remet en question la supposée dynamique d'homogénéisation du champ par le tout-quantitatif, d'autant plus que le travail qualitatif demeure lui-même d'une extraordinaire hétérogénéité méthodologique.

2.4. – *Les auteurs*

Si l'on s'intéresse au nombre d'auteurs par article, on constate là encore une remise en cause de certains présupposés. De manière générale, les contributions sont majoritairement réalisées par un auteur unique (63 % (10)), suivi des articles publiés en binôme (25 %), et plus rarement des publications à trois auteurs (8 %) ou plus (4 %). Ces données sont cohérentes avec celles présentées précédemment, notamment la faible part d'articles comparatifs et la forte prédominance des recherches qualitatives. La plupart des travaux publiés sont donc des monographies réalisées par un seul auteur via des approches qualitatives. Les enquêtes réalisées de manière collective ou associant des chercheurs qui travaillent sur des objets similaires, mais dans des contextes différents, sont minoritaires. Les exigences et contraintes existantes à associer dans une publication une ambition comparative et une démarche qualitative sont élevées, et ce, à de nombreux égards : temps investi pour la maîtrise des contextes socio-historico-politiques, ressources pour réaliser plusieurs terrains, méthodologies non-*mainstream*.

Graphique 8 : Articles par nombre d'auteurs



Source : élaboration propre.

En revanche, on en retire un constat fondamental : les études politiques sur l'Amérique latine présentent encore des lacunes comparatives. Les publications sont encore éparpillées et celles à ambition comparative

(10) Faisant bien souvent l'objet d'une valorisation spécifique dans les systèmes nationaux d'évaluation de la recherche.

(dossiers, revues, synthèses, etc.) qui pourraient permettre de tirer des enseignements plus généraux font largement défaut. Cette dernière décennie, de tels partenariats pouvant permettre de monter en généralité en mutualisant des expériences individuelles de recherche dans des domaines d'étude spécifiques (via des projets comparatifs de niveau régional, voire international) ne semblent pas s'être développés. Du moins, ils ne prennent que trop rarement la forme d'articles ou de dossiers co-publiés dans des revues scientifiques. Plusieurs explications peuvent être avancées : les collaborations de recherche visant à comparer les résultats obtenus par différents chercheurs sur des terrains variés s'avèrent également contraignantes (identification des partenaires, financement de rencontres scientifiques, approches théoriques ou méthodologiques pas toujours compatibles, etc.) ; la mise en cohérence des résultats demeure souvent périlleuse lorsque le programme initial des recherches n'envisageait pas de comparaison ; et lorsque les difficultés humaines, méthodologiques et théoriques sont relevées, d'autres formats comme les ouvrages collectifs sont généralement mieux adaptés que les revues pour publier ce type de projets. Il convient néanmoins ici de souligner l'existence de fortes potentialités de collaborations permettant de densifier et diversifier les comparaisons, notamment celles basées sur des méthodes qualitatives ou mixtes.

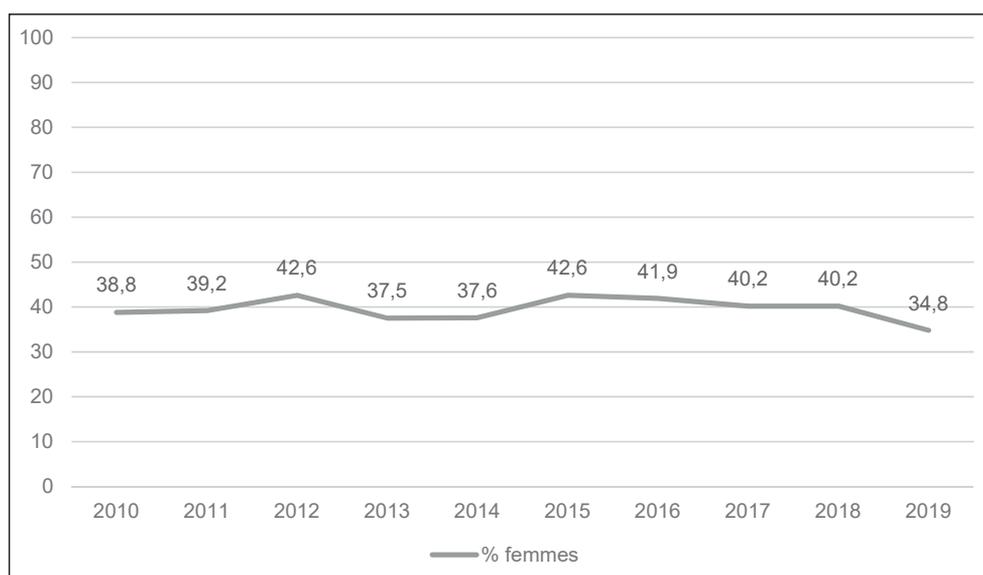
### 2.5. – *La question du genre*

Concernant le genre des auteurs, on observe dans notre échantillon une large surreprésentation des hommes dans la science politique latino-américanistes, selon les revues considérées, avec en moyenne 60,5 % d'hommes contributeurs ( $n = 970$ ) et 39,5 % de femmes ( $n = 633$ ). Contrairement à ce que l'on pourrait croire, la tendance ne va pas vers un équilibre (cf. graphique ci-dessous). Entre 2010 et 2019, la part des femmes parmi l'ensemble des auteurs n'a jamais dépassé 42,6 % (en 2012 puis en 2015). Depuis 2015, la tendance repart d'ailleurs à la baisse, de manière régulière, pour atteindre son niveau le plus faible de la série en 2019 (34,8 %). On ne s'étonnera donc pas de voir émerger, récemment, des initiatives de promotion de recherches effectuées par des femmes politistes afin de contrer une telle sous-représentation féminine au sein des revues scientifiques. Signalons l'initiative importante pilotée par Flavia Freidenberg qui a essaimé dans l'ensemble du continent, ainsi qu'en Europe, le réseau « RedPolitologas #NoSinMujeres » qui regroupait 681 membres en juin 2021. Ce réseau entend contribuer à renforcer la visibilité des travaux produit par des femmes politistes.

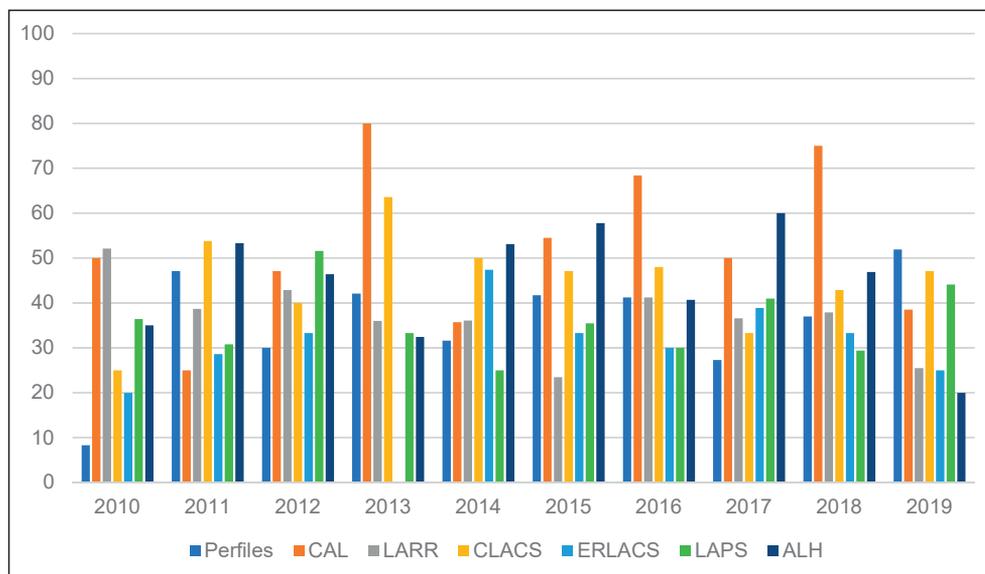
Si l'on compare les différentes revues, on remarque que le niveau de féminisation des publications n'est pas directement corrélé à leur degré d'institutionnalisation. La revue la plus féminisée est les *Cahiers des Amériques latines* (Paris), avec un taux moyen de 52,3 % de femmes parmi l'ensemble des auteurs entre 2010 et 2019. Cette revue, qui figure parmi les moins institutionnalisées, est la seule de notre échantillon à compter une majorité de femmes. Elle est, en outre, dirigée par des femmes, mais son comité de rédaction n'est pas paritaire (huit femmes sur vingt membres). La revue *América Latina Hoy*, qui figure parmi les plus institutionnalisées de notre échantillon, est également l'une des plus féminisées. Le conseil de rédaction de cette revue est d'ailleurs majoritairement féminin (11 membres sur 18 sont des femmes) et la revue était dirigée par une femme (Flavia Freidenberg, entre 1997 et 2015) et l'est à nouveau depuis 2018 (Patricia Marenghi, puis María de los Ángeles Huete García). À l'inverse, la revue ERLACS (Amsterdam), qui est également dirigée par une femme, ne compte qu'un tiers de femmes parmi l'ensemble de ses auteurs pour la période considérée. Son bureau éditorial compte trois femmes sur sept membres.

Des études plus approfondies à partir de quelques cas d'études permettraient de mieux saisir les éventuelles mutations des politiques éditoriales en ce qui concerne les enjeux liés au genre : compositions des comités de rédaction et des comités scientifiques, rapport entre les articles proposés et les articles sélectionnés, thématiques traitées par genre, etc.

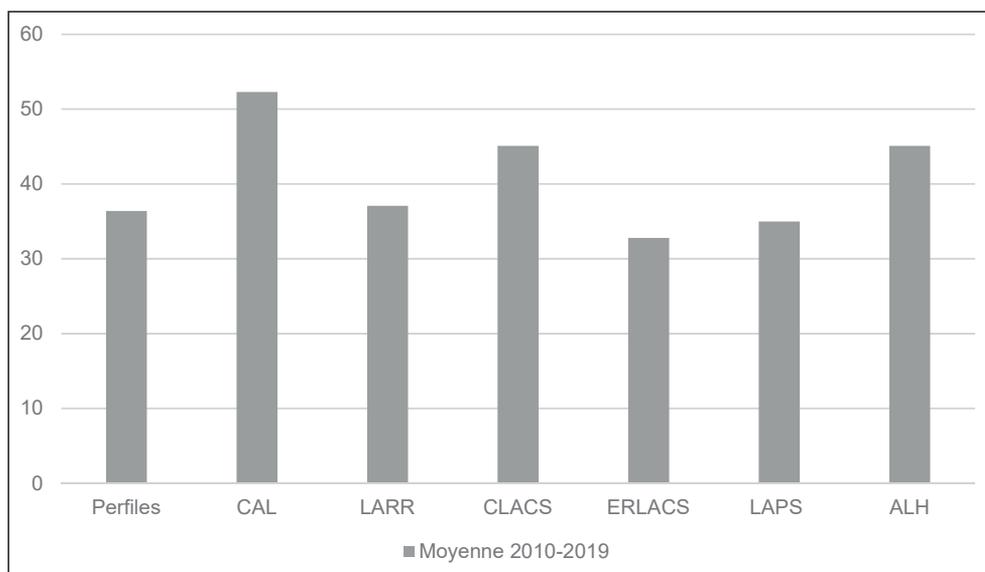
**Graphique 9 : Évolution de la part des femmes parmi l'ensemble des auteurs (2010-2019) – Total (%)**

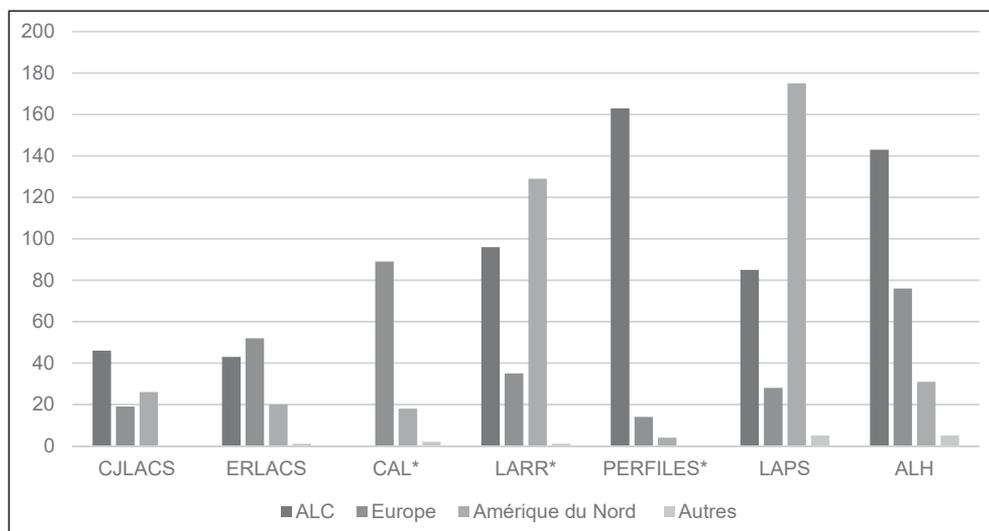


**Graphique 10 : Évolution de la part des femmes parmi l'ensemble des auteurs – Par revue ( % )**



**Graphique 11 : Part moyenne de femmes parmi l'ensemble des auteurs (période 2010-2019) – Par revue ( % )**



2.6. – *Les affiliations institutionnelles***Graphique 12 : Les affiliations institutionnelles des articles publiés par sous-ensemble continentaux**

Source : élaboration propre.

Concernant l’affiliation institutionnelle des auteurs d’articles de science politique, 44 % des contributions de notre échantillon proviennent d’institutions situées dans la zone de l’Amérique latine et des Caraïbes, contre 31 % d’Amérique du Nord, 24 % d’Europe et 1 % d’autres aires géographiques (Asie, Afrique).

L’examen des affiliations permet de confirmer le biais de l’ancrage dans le contexte national. Les revues LARR et LAPS drainent un grand nombre de publications soumises par des nord-américains. Sur la totalité de ses publications entre 2010 et 2019, LARR publie 50,25 % d’articles soumis par des nord-américains (États-Unis et Canada). Ce biais de représentation fonctionne également dans le sens contraire. La revue *Perfiles Latinoamericanos* en témoigne avec une représentation très largement majoritaire d’universitaires rattachés à des universités latino-américaines – avec une surreprésentation d’auteurs mexicains – et une proportion infime d’auteurs nord-américains, derrière même les contributions d’auteurs rattachés à des universités européennes. On fera le même constat pour les CAL qui non seulement donnent une représentation forte aux auteurs basés sur le continent européen, mais surtout aux auteurs rattachés à des universités françaises. Les revues CJLACS, ERLACS et ALH sont atypiques dans ce paysage. Pour les deux premières, on constate

un plus grand équilibre des appartenances géographiques et institutionnelles des auteurs avec même, pour CJLACS, une inversion de la représentation à la faveur des affiliations latino-américaines. De même, ALH se singularise par une très forte présence dans la revue de contributions d'auteurs rattachés à des institutions latino-américaines et caribéennes.

Malgré cette large présence d'auteurs ancrés en Amérique latine (44 % du total), on peut malgré tout conclure que les revues dotées de la plus large diffusion (et d'un plus grand prestige) demeurent monopolisées par des auteurs rattachés à des universités des États-Unis et du Canada, renvoyant aux logiques d'institutionnalisation évoquées plus haut ainsi qu'à des enjeux méthodologiques structurant la discipline.

Ce constat permet d'engager une réflexion en lien avec le débat sur la nécessité de corriger les biais de représentation des contributions académiques provenant du Nord à la faveur d'une valorisation des contributions émanant des « Suds » (Tickner, 2003 ; Tickner et Blaney, 2012 ; Buzan et Little, 2000 ; Brun, 2020). L'enjeu de ce débat consiste à questionner une hégémonie nord-américaine (*non-western*), ou plus largement « occidentale » (*post-western*) au sein de la communauté académique. À cet égard, la présence majoritaire des nord-américains dans les revues centrales de la discipline incarne cette conception hégémonique. Pour autant, deux remarques permettent de nuancer ce propos : d'une part, certaines revues contredisent ce constat répandu d'une sous-représentation d'autres voix (ALH, CJLACS) ; d'autre part, notre enquête mériterait d'être complétée sur ce plan par un croisement des données de l'affiliation institutionnelle avec celles relatives aux nationalités. En effet, que signifie pour ce débat et pour la recherche l'occupation d'une position centrale dans une prestigieuse université américaine d'un national latino-américain soit-il colombien, argentin ou mexicain ? À l'inverse, nombreux sont les européens ou nord-américains à occuper ou à avoir occupé des positions dans des institutions latino-américaines. Ainsi, *a minima*, notre enquête viendra casser l'idée d'une sous-représentation des contributions proprement latino-américaines dans le champ de la science politique latino-américaniste et nourrir l'idée de l'existence d'une pluralité de « mondes » de la recherche pour la science politique latino-américaniste.

### 3. – LES OBJETS DE LA SCIENCE POLITIQUE LATINO-AMÉRICANISTE

Afin de bâtir notre base de données, nous avons utilisé les mots-clés proposés par les auteurs des articles, les titres et abstracts (puis lecture de l'article lorsque nécessaire). À partir de là, nous avons pu catégoriser

les thématiques abordées et les rattacher à une architecture constituée par les grandes catégories de la science politique/politique comparée : 1) les régimes politiques et gouvernements ; 2) les acteurs politiques ; 3) les comportements politiques ; 4) la scène internationale.

Au sein de chacune de ces grandes catégories, nous retrouvons l'ensemble des objets qui suscitent l'intérêt des politistes et qui constituera, par ailleurs, l'architecture de cet ouvrage. Parmi les « régimes politiques et gouvernements », on retrouvera les questions relatives à « l'État, les nations et les communautés politiques » (ENC), aux « présidentialismes et relations exécutifs/législatifs » (PRL), à la « gouvernance, actions publiques et politiques publiques » (GAP) et aux « démocraties et autoritarismes » (DA). Pour ce qui est des « acteurs politiques », nous retrouvons les « partis politiques » (PP), les « forces armées » (FA), les « acteurs médiatiques » (AM), les « acteurs religieux » (AR) et les « syndicats et corporations » (SC). Concernant le « comportement politique », on retient les enjeux liés aux « votes » (et élections plus généralement) (V), aux « mouvements sociaux » (et groupes d'intérêts) (MS) et aux violences politiques (VP). Enfin, s'agissant de la « scène internationale », on retrouve des thèmes liés aux « politiques étrangères » (PE), au « multilatéralisme, organisations internationales et régionales » (MOO) et aux « grandes puissances » (GP). Bien évidemment, ce découpage n'épuise pas les entrées sous-thématiques nombreuses qui ne pouvaient, en revanche, être singularisées comme « sous-champ d'étude » particulier. Parmi ces entrées, on pourra mentionner, entre autres, des investissements académiques plus ciblés sur les questions de socialisation, de représentation, ou bien encore d'appartenances identitaires (multiples). Pour autant, ces ancrages plus spécifiques ne peuvent passer au tamis du traitement d'un grand nombre d'articles scientifiques.

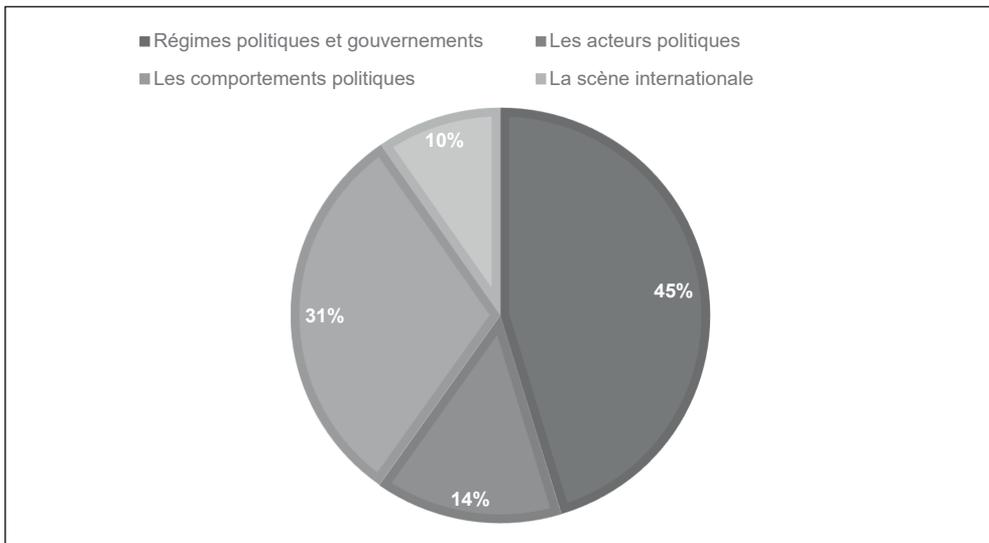
Aussi, nous nous concentrons essentiellement sur les catégories mentionnées ci-dessus afin de coder l'ensemble des articles étudiés. Ce travail plus quantitatif que nous présentons dans un premier temps (A) est à placer en perspective autant de la réalité politique du continent (B) que de l'évolution de l'attention universitaire à son égard (C).

### 3.1. – *Résultats empiriques*

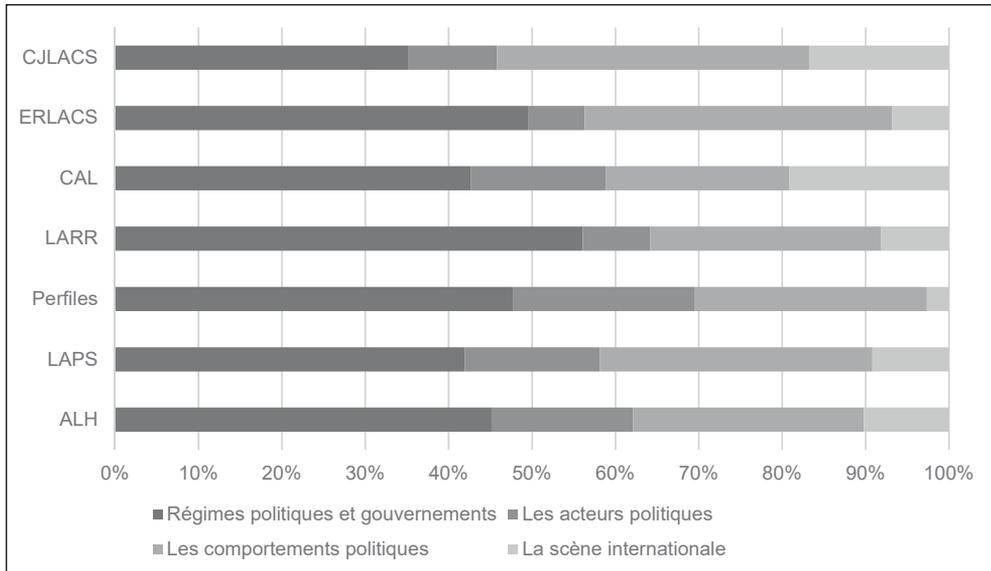
Dans la décennie 2010-2019, c'est incontestablement les questions liées à la nature des régimes politiques et des gouvernements, ainsi que leurs fonctionnements, qui ont prédominé sur l'ensemble de la production académique avec 45 % des articles publiés dans les sept revues examinées. Ensuite viennent les études du « comportement politique » avec

31 % des articles publiés. Loin derrière, deux catégories restent largement en retrait, il s'agit des études relatives aux « acteurs politiques » et à la « scène internationale », atteignant respectivement 14 et 10 % des articles publiés. Ces deux catégories rassemblent moins d'un quart de l'ensemble des contributions. Il existe des variations entre les revues examinées, mais qui n'invalident pas un constat tendanciel.

**Graphique 13 : Répartition thématique des articles publiés**



Source : élaboration propre.

**Graphique 14 : Répartition des catégories par revue**

Source : élaboration propre.

À quelles thématiques la recherche en science politique se consacre-t-elle au sein de chacune de ces catégories ?

Pour les études portant sur les régimes politiques et les gouvernements, une attention particulière est portée à l'étude des « démocraties et autoritarismes » (45,1 % des articles dans cette catégorie ; 20,4 % du total des occurrences thématiques) ainsi que sur les formes de « gouvernance, actions publiques et politiques publiques » (40,2 % ; 18,16 % des occurrences thématiques). Dans cette catégorie, les recherches portant sur des dimensions plus orientées vers la théorie politique concernant l'État, la nation et les communautés politiques constituent une part minoritaire (10 %), tout comme le présidentialisme et les relations entre pouvoirs (exécutifs et législatifs), bien qu'il s'agisse d'un objet récurrent pour deux revues – LAPS et ALH – pour lesquelles la proportion des études quantitatives est plus élevée (thème fréquemment traité sous l'angle de l'analyse quantitative).

Concernant les études portant sur le comportement politique, ce sont les « mouvements sociaux et groupes d'intérêt » qui font l'objet de la plus grande attention (45,3 % du thème ; 13,9 des occurrences thématiques). La question de la « contestation sociale » a été et demeure centrale dans le continent depuis le virage néolibéral du début des années 1990 (et de manière plus lointaine depuis les décennies 1960-1970). Les études

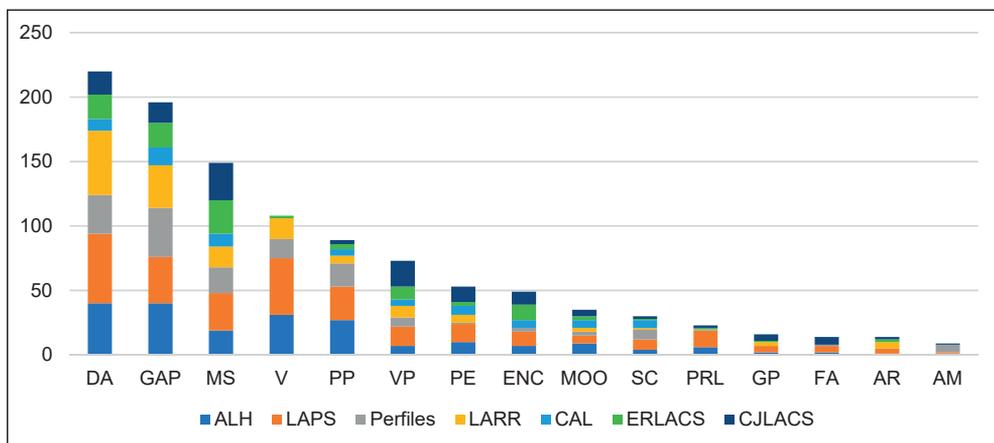
de l'action collective se positionnent de manière générale au troisième rang des thématiques les plus travaillées dans la dernière décennie. Assez logiquement, les analyses électorales (32,6 %), modes de participation conventionnels, viennent en quatrième position globale et seconde au sein de la catégorie « comportements politique ». Dans la catégorie, seule la « violence politique » constitue une dynamique plus faiblement sous-représentée (22,1 %). Toutefois, il faut nuancer par le fait qu'elle occupe dans le paysage d'ensemble la 6<sup>e</sup> position des thématiques abordées par la recherche en science politique. En effet, les données empiriques n'invalident pas ici le fait que l'Amérique latine a été un terrain de recherche privilégié pour les phénomènes de criminalité organisée, délinquance violente, trafics et phénomènes d'insécurité de manière élargie. Certaines sous-régions comme l'Amérique centrale contribuent à maintenir cette thématique comme un intérêt de recherche important (ainsi que la Colombie et le Mexique).

La catégorie « acteurs politiques » est sous-représentée dans la couverture générale et comprend par ailleurs une forte asymétrie interne. En effet, la majorité des occurrences thématique renvoie vers l'analyse des « partis politiques » (57,1 % dans la catégorie ; 8,25 % des occurrences thématiques). Très souvent articulée au comportement politique et aux analyses électorales, l'étude des partis politiques se fait majoritairement sous l'angle quantitatif (dans les revues ALH, LAPS et Perfiles). Les autres « acteurs politiques » retenus n'occupent qu'une position marginale : syndicats et corporations (19,2 % de la catégorie ; 2,78 % des occurrences thématiques) ; les « forces armées » (9 % de la catégorie et 1,3 % des occurrences thématiques) ; les « acteurs religieux » (9 % de la catégorie et 1,3 % des occurrences thématiques) ; et les acteurs médiatiques (5,8 % et 0,83 %). Ces constats ouvrent à des perspectives de recherche indéniables, qui plus est compte tenu de l'actualité politique latino-américaine.

Enfin, la « scène internationale » constitue le parent-pauvre de la recherche en science politique sur l'Amérique latine. Notre évaluation ne dément pas la permanence d'une tendance à la relégation au second plan des études internationalistes, déjà délaissées depuis plusieurs décennies. L'ensemble de la catégorie ne représente que 9,64 % de l'ensemble des occurrences thématiques. Précisons face à ce constat que les revues sélectionnées relèvent à nouveau de la catégorie « sociologie et science politique » et non pas de « science politique et relations internationales ». Toutefois, deux réalités nous permettent de confirmer le diagnostic ici identifié d'une sous-représentation. D'une part, la recherche menée par Pérez-Liñan qui précise que dans les revues internationalistes dominantes,

l'Amérique latine occupe une place plus que réduite (2017(11)). D'autre part, un examen sur une période récente (hors base de données) de deux revues appartenant à la catégorie « science politique et relations internationales » (*Colombia Internacional* et *Revista de Ciencia Política*) présente un constat proche de sous-représentation (12). Bien que largement minoritaire, quelles thématiques sont abordées ? On relève que ce sont les analyses des politiques étrangères qui prédominent dans la catégorie (51 %), suivies par les travaux portant sur le multilatéralisme et les organisations internationales et régionales (33,7 %), puis par les recherches sur les relations entre « grandes puissances » et la région (15,4 %).

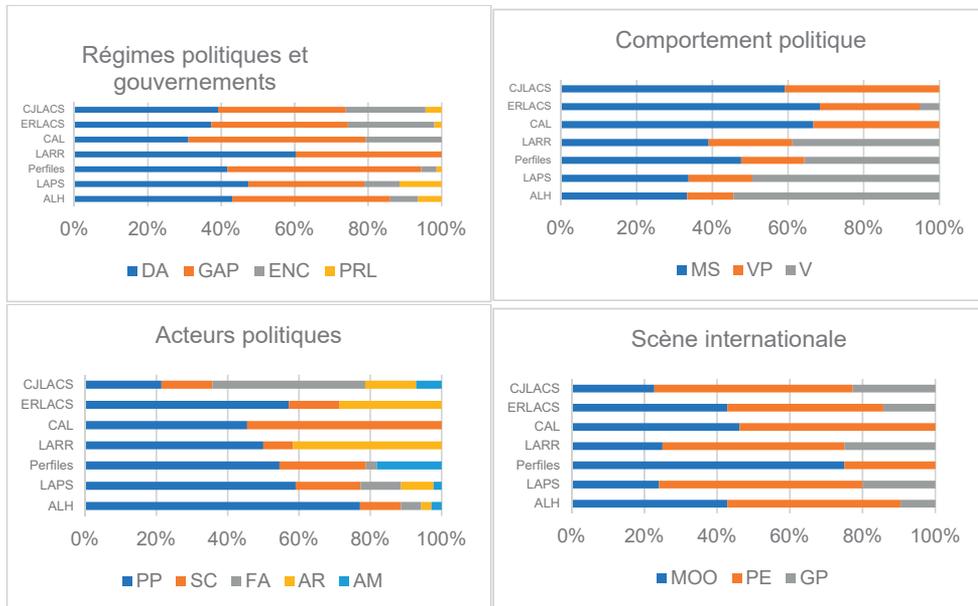
### Graphique 15 : Distribution générale des occurrences thématiques



Source : élaboration propre.

(11) Entre 1995 et 2009, il relève 31 articles sur 205 dans *World Politics*, 0 pour *International Organization*, 0 pour *International Studies Quarterly*.

(12) Pour 2019-2020, le nombre d'articles « internationalistes » dans la revue *Colombia Internacional* représente 30,3 % (17 sur 56) ; il représente 4 % pour la revue *Revista de Ciencia política* (2/50). De ces deux revues, on obtient une moyenne de 17,9 % (19/106 articles). Dans cette catégorie, la « Revista Brasileira de política Internacional » induirait un biais de surreprésentation.

**Graphique 16 : Répartition des thématiques par catégorie**

Source : élaboration propre.

### 3.2. – *Les liens entre cycles politiques et académiques*

Plusieurs dynamiques extraites de l'actualité politique latino-américaine lors de la dernière décennie nous amènent à expliquer certains des intérêts de recherche prédominants.

À cet égard, la prédominance des études relatives à la « démocratie et l'autoritarisme » marque deux tendances dans les travaux publiés : d'une part, un investissement récurrent autour de la question de la « participation démocratique », tantôt en lien avec l'essor de dispositifs de démocratisation de la prise de décision, tantôt en lien avec les questions d'inclusion de minorités ou populations traditionnellement exclues ou discriminées. On ne pourra écarter que cette attention prédominante se situe au carrefour d'un cycle politique latino-américain permettant de dresser des évaluations d'efficacité ou de performance des dispositifs mis en place sous les gouvernements progressistes, notamment durant la première décennie des années 2000. À ce carrefour, d'autre part, un autre versant a été abordé, celui de la fragilisation démocratique. L'essor des travaux sur les autoritarismes (compétitifs ou non) traduit une dégradation de la qualité de la démocratie qui a fait l'objet d'une attention renouvelée de la part des politistes latino-américanistes.

Dans ce même esprit d'évaluation des mutations induites par les administrations progressistes, on voit une recrudescence des analyses de politique publique cherchant à évaluer l'ampleur et l'impact des réformes mises en œuvre : sociales, environnementales, économiques, etc. Ce pan de la recherche s'inscrit dans une démarche d'évaluation d'un cycle politique. Mais il n'y a pas que les impacts (outputs) qui sont analysés, on trouve aussi une concentration importante de travaux sur les modalités de l'action publique et les modes de gouvernance, en d'autres termes sur le comportement des principaux acteurs politiques et les rapports de forces qu'ils entretiennent. Travaillant sur les processus de prise de décision par les exécutifs, le travail des organes législatifs et le rôle des entourages (cabinets, conseillers), l'examen de l'action publique a été considérablement enrichi cette dernière décennie par des travaux qui déconstruisent les logiques unitaires de l'État ou acteurs politiques en action.

D'autre part, au carrefour d'un cycle politique, on retrouve aussi bien les opposants de la première heure que les porteurs d'espoirs déçus ou d'attentes frustrées. Dans les deux cas, des logiques d'opposition politique s'expriment, qu'elles se traduisent dans des modalités d'action conventionnelle (le vote) ou bien à travers la contestation sociale (mouvements sociaux). Dans la dernière décennie, on a aussi bien vu fleurir les vagues de contestation opposées aux gouvernements progressistes, à certaines tendances de « capture de la démocratie » ou de dérive autoritaire (Venezuela, Bolivie, Nicaragua et Honduras notamment), que des mouvements revendiquant l'extension des droits et reconnaissances, une extension démarrée sous la « vague rose » (accès aux ressources, aux services, etc.). Sur ce plan, la montée en puissance du mouvement féministe fait l'objet de nombreuses études, tout comme les luttes pour la reconnaissance de droits particuliers (notamment par les populations autochtones). Cette opposition s'est ainsi transcrite dans les urnes, motivant toute une série d'études sur l'impact de mesures/politiques/dispositifs (redistributifs) sur les scrutins ou bien encore sur les effets de la corruption. Notons, qui plus est, que deux super-cycles électoraux se sont récemment succédés (2005-2007 ; 2017-2019), motivant une multiplication de travaux en lien avec les analyses électorales. Cette opposition a également donné lieu à la densification des contestations sociales. Dans ce schéma de « démocratie dégradée », les partis politiques font également l'objet d'une attention particulière soit comme structures dysfonctionnelles, soit comme acteurs politiques en reconfiguration.

Ce qui retient l'attention dans ce croisement entre cycle politique et développement de la recherche en science politique c'est la très faible couverture d'un aspect central du cycle progressiste et de la dernière décennie : l'action extérieure. Qu'il s'agisse de politique étrangère ou coopération internationale, ce carrefour de cycle politique est riche en potentialités d'analyse autant sur les dynamiques spécifiques portées par le progressisme, que leurs effets ou bien les dynamiques d'inflexion survenant avec l'arrivée au pouvoir dans certains cas de gouvernements conservateurs. À cet égard le scénario qui voit se succéder la déconstruction de l'UNASUR (2017-2019), la création de PROSUR (22 mars 2019) et la réactivation de la CELAC sous la présidence *Pro Tempore* du Mexique (2021) est emblématique. Ainsi, autant du point de vue de la coopération continentale que régionale dans les effets de transformation importants des appareils diplomatiques nationaux, la recherche internationaliste aurait mérité une attention accrue, en tout cas autant que l'a été l'évaluation de la qualité de la démocratie sur la période. On pourra ici faire l'hypothèse que ce défaut d'investissement tient à deux facteurs : 1) le nombre structurellement réduit dans notre champ de chercheurs spécialisés en relations internationales (bien que ce soit en cours de changement) ; 2) les études répondent moins aux canons méthodologiques (majoritairement quantitatif) appliqués par les revues les mieux classées. De fait, l'Amérique latine n'apparaît pas, entre 1995-2009, dans les grandes revues de relations internationales que sont *International Organizations* ou *World Politics* (Pérez-Liñan, 2017). Aussi, cette recherche n'est pas complètement absente, mais se fait en d'autres lieux : soit dans des revues plus confidentielles dotées d'une plus grande liberté d'expression des idées et des argumentations, soit dans des ouvrages individuels et/ou collectifs (qui *grosso modo* voient une valeur ajoutée à bénéficier du même critère de flexibilité).

### 3.3. – *Évolution de la science politique latino-américaniste*

De ces éléments, on retirera des constats sur deux plans : méthodologique, d'une part, et thématique, d'autre part.

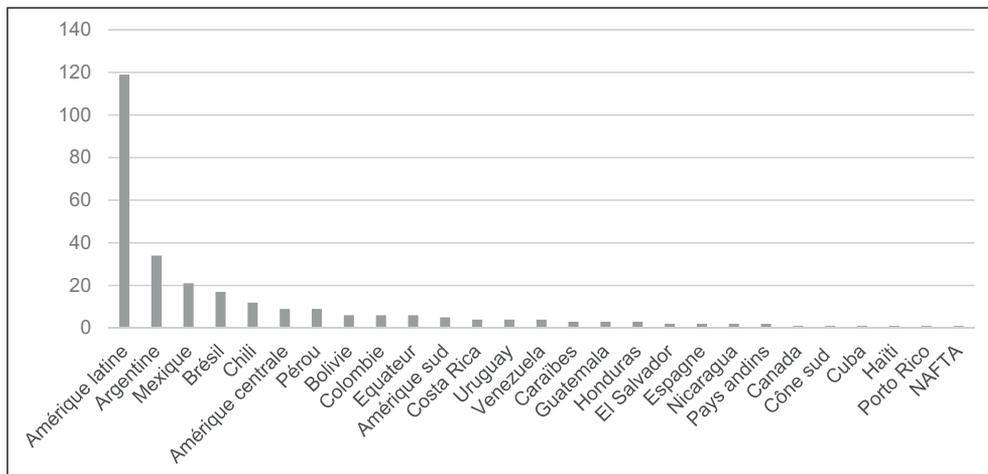
Sur le plan méthodologique, il semble que l'on observe une atténuation de la rupture fondamentale entre traitement quantitatif et qualitatif. Hormis quelques thèmes spécifiques tels que les études électorales et partis politiques, les études qualitatives sont grandement majoritaires. Actons le fait qu'il subsiste un prisme déformant lié au prestige de certaines revues centrales de notre discipline qui font la part belle aux analyses hypothético-déductives accompagnées de traitements quantitatifs (avec modèles mathématiques avancés). Dans notre échantillon,

cette singularité est évidemment représentée par *LAPS* qui maintient des niveaux élevés de productions académiques quantitatives, 58,8 % sur la période. Toutefois, on remarquera qu'il ne s'agit pas d'un prisme déformant nord-américain, voire seulement étatsunien, dans la mesure où la revue *Perfiles* se positionne également à des niveaux élevés de contributions proposant des méthodes quantitatives (43,5 %). En 2015, Olivier Dabène soulignait que « la science politique latino-américaniste française demeur(ait) assez éloignée du *mainstream* des *Latin American Studies* en science politique, dans la mesure où elle emprunte une démarche résolument inductive qui se nourrit de la connaissance approfondie de terrains longuement fréquentés » (Dabène, 2015). Sans s'arrêter sur le cas spécifique de la France, cette division à l'égard d'un *mainstream* hypothético-déductif/quantitativiste versus une méthode inductive/qualitative est-elle toujours d'actualité ? En réalité, si *a minima* la division semble s'atténuer, *a maxima*, la réponse semble même plutôt négative à l'issue de notre enquête. En effet, sur la période étudiée par Pérez-Liñan aux États-Unis (1995-2009), on observe déjà que la formalisation du modèle hypothético-déductif n'est pas si évidente ni étendue qu'il n'y paraît. Seulement 21 % des articles étudiés (dans des revues centrales de la discipline) énuméraient de manière formelle les hypothèses causales (Pérez-Liñan, 2017, p. 304). Par ailleurs, dans notre propre échantillon, si nous n'avons pu coder les méthodes mixtes, il apparaît qu'elles prennent une place croissante, rendant obsolète cette division entre le monde du qualitatif et le monde du quantitatif. À titre d'exemple, l'usage de méthodes hybrides tels que le QCA (*Qualitative Comparative Analysis*) et le *process-tracing* s'est généralisé, permettant de croiser traitement de données systématisées et analyse de cas d'études de manière qualitative.

Toutefois, on donnera à nouveau raison au second constat formulé par Olivier Dabène, en 2015, lorsqu'il s'agissait d'acter que les thèses de la science politique latino-américanistes sont « rarement comparatives et optent le plus souvent pour l'approfondissement d'un cas et une montée en généralité à partir de la littérature » (Dabène, 2015). Les données relatives à l'usage de la comparaison dans notre échantillon révèlent en effet le maintien de ce constat sur la période 2010-2019. 73,2 % des articles étudiés sont non-comparatifs, contre seulement 26,8 % qui introduisent une comparaison. Il est intéressant de noter que parmi ces 26,8 % d'articles qui emploient la comparaison, une majorité prend le continent comme terrain d'enquête et développe des macro-comparaisons statistiques. Le tableau ci-dessous est illustratif de ce constat. 42 % des comparaisons se font à l'échelle continentale, prenant

comme base « l'Amérique latine ». Ensuite, ce sont les grands États de la région qui servent de base comparative, tout d'abord l'Argentine (12 %), le Mexique (7,5 %), le Brésil (6,1 %) et le Chili 4,3 %). Cette concentration sur les grands États se double d'un autre constat, celui de la forte récurrence de certaines comparaisons spécifiques. Par exemple, parmi les comparaisons qui concernent l'Argentine, 38,2 % se font avec le Brésil et 26,5 % avec le Chili. De même pour la Colombie et l'Uruguay, 66,7 % des comparaisons se font respectivement avec le Mexique et le Paraguay. Enfin, 50 % des comparaisons de la Bolivie se font avec l'Équateur. Des paires se constituent et ancrent la recherche dans des régularités comparatives.

**Graphique 17 : Cas utilisés pour les comparaisons**



Source : élaboration propre.

Sur le plan thématique, Anibal Pérez-Liñan identifiait, en 2017, pour la période examinée 1995-2009, soit la double décennie antérieure à la période sur laquelle se base notre enquête, la hiérarchie suivante des thèmes de recherche au sein de la communauté des politistes latino-américanistes étatsunien : économie politique (17 %, des 247 articles publiés entre 1995 et 2009 étudiés dans le cadre de l'analyse proposée), opinion publique et comportement électoral (11 %), analyse des mouvements ouvriers et sociaux (10 %), études sur la démocratisation (9 %), politique législative (7 %), étude des partis politiques et des idées (7 %), des systèmes électoraux (6 %). Il soulignait par ailleurs que de nouveaux thèmes d'intérêt apparaissaient, comme la politique sous-nationale (6 %) et le pouvoir judiciaire (4 %) (Pérez-Liñan, 2017, p. 307). Si notre échantillon élargit l'horizon de l'exploration, on peut

sans doute observer une recentralisation de l'intérêt pour les études de la démocratie, une montée en puissance autant des analyses de l'action publique (à travers ses diverses composantes et acteurs) que des études électorales. Absentes de son enquête, les études internationales sont présentes dans notre échantillon, mais sans pour autant traduire une émergence particulière.

#### 4. – ANALYSE ET INTERPRÉTATION DES RÉSULTATS

Les contextes universitaires très hétérogènes entre l'Amérique du Nord, l'Amérique Latine, les Caraïbes et l'Europe font de la science politique latino-américaniste un champ lui-même très hétérogène, autant sur le plan théorique, que méthodologique, que concernant les thèmes et intérêts de recherche. Les traditions universitaires participent par ailleurs à la constitution d'îlots de spécialisation, par exemple sur les études électorales ou bien les partis politiques. Aussi, la tendance affichée dans la dernière décennie est celle d'une permanence de cette structuration générale de la sous-discipline, bien que certaines évolutions soient à mettre en avant. Nous l'avons aperçu, sur le plan méthodologique, la séparation marquée entre un bloc déductif/quantitatif et inductif/qualitatif semble s'atténuer au gré des raffinements ou innovations méthodologiques. La spécialisation thématique ou géographique constitue un second élément central portant des conséquences sur le développement de la sous-discipline. Les enjeux liés à la comparaison sont décisifs. Toutefois, dans cette quatrième partie, nous portons notre attention plus particulièrement sur les positionnements thématiques et intérêts de recherche pour étudier plus finement ce qui a constitué l'attention des politistes latino-américanistes et ce qui constitue des impensés ou thèmes périphériques.

*Les acteurs médiatiques.* On partira du constat concernant les « acteurs médiatiques » qu'il s'agit d'un pan sous-représenté de la recherche. Au-delà du constat du faible développement des analyses sur cet objet, on notera parmi notre échantillon une focalisation sur la dimension corporatiste, c'est-à-dire sur les principaux acteurs des médias, les journalistes, ou bien sur le modèle d'organisations collectives (médias communautaires) ainsi que les dimensions technologiques. Pour autant, un déficit de travaux est à identifier concernant l'influence des médias dans la formation des opinions, leur rôle dans les périodes électorales et leur place dans la structuration du pouvoir (élites). L'impact des médias dans les crises politiques que le continent a connu dans la dernière décennie renforce d'autant plus l'investissement universitaire dans des

travaux portant autant sur le rôle « politique » des médias ainsi que sur la place de ceux-ci dans l'activité politique (notamment en lien avec les réseaux sociaux).

*Les acteurs religieux.* De manière globale, les travaux portant sur les acteurs religieux sont sous-représentés dans la discipline. Dans notre échantillon, nous identifions des travaux essentiellement portés sur les évolutions des croyances, leurs liens avec les idéologies ou courants politiques, les changements en matière d'appartenance de groupe ou bien encore sur l'attitude vis-à-vis de certaines politiques sociales (mariage de même sexe, voir par exemple Dion et Diez, 2017). Quelques travaux portent également sur les courants religieux minoritaires. Dans cette perspective, un constat similaire à celui des acteurs médiatiques peut-être ici formulé dans la mesure où le regain de la place du religieux dans le politique invite à questionner son rôle « politique », ainsi que sa place et ses méthodes d'immixtion dans les configurations du pouvoir politique.

*Forces armées.* Les analyses sur les forces armées font résolument partie des pans de la recherche à consolider compte tenu de la montée en puissance des militaires dans la politique latino-américaine. Un constat vérifié au Brésil, en Bolivie, au Salvador, Nicaragua, Venezuela, Guatemala ou encore au Pérou. Cette montée en puissance s'accompagne d'une réflexion liée à la position de cet acteur dans les grandes configurations institutionnelles. Aussi, plusieurs articles de notre échantillon questionnent les « contours », « limites », « frontières » de l'action des forces armées, ou bien leurs relations avec les civils, les forces de polices ou bien les forces de sécurité privée. Si leur rôle fait l'objet de recherches dans le contexte de désordres constitutionnels (Honduras) ou politique (Colombie), la manière dont ces acteurs se positionnent vis-à-vis des gouvernements, s'imbriquant par de multiples biais sociologiques aux structures élitaires du pouvoir politique et parvenant à investir les entourages du pouvoir (présidentiels, ministériels ou des corps législatifs), constitue autant de questionnements à poser sur une diversité de terrains de recherche.

*États, nations et communautés.* Cette catégorie est très hétérogène autant concernant les objets que les questionnements formulés. On retiendra de notre échantillon que les réflexions sont conduites en relation avec la construction des régimes politiques modernes, les processus révolutionnaires et la construction des États, mais aussi l'organisation du pouvoir et le fonctionnement de l'État ou encore l'influence des idéologies dans la restructuration de l'État. Concernant le pilier relatif aux « communautés », se sont développées des études sur le multiculturalisme, le rôle

des étrangers, l'ethno-politique, la construction de l'imaginaire national, la construction de l'identité nationale, ou bien encore la construction de la citoyenneté.

*Scène internationale.* En matière d'étude internationale, les questionnements se regroupent aisément autour des trois grands axes que nous avons identifiés pour cet ouvrage, en se déclinant sur une diversité d'objets ou de temporalités. Le rôle des acteurs extérieurs – grandes puissances (États-Unis, Chine) ou organisations internationales – dans la structuration des régimes politiques ou la constitution des agendas politiques est un questionnement récurrent ; tout comme le sont les modes et dynamiques de coopérations régionales, ainsi que les évolutions de politiques étrangères au gré des changements politiques. De plus rares travaux engagent une réflexion sur la politique internationale sous-nationale ou bien l'activisme transnational. Dans cette catégorie, un autre constat s'impose, celui de la concentration des études sur les grands États du continent et de manière largement prédominante sur le Brésil.

*La violence politique.* Concernant la violence politique, les sous-thématiques sont nombreuses et concernent une variété de phénomène : de la délinquance à la criminalité organisée (*maras, pandillas*) en passant par les effets du narcotrafic. Par ailleurs, cette violence est abordée selon le rôle d'une variété d'acteurs : des forces de police, aux forces armées avec les acteurs informels (groupes paramilitaires, bandes). La violence est étudiée sous l'angle de sa perception dans la société, à travers la dimension des droits humains et de la sécurité citoyenne et sa régulation par les autorités publiques (politique de « mains dures », réinsertion, etc.) ainsi qu'à travers les publics visés : les populations autochtones, noires, les femmes, dirigeants sociaux et militants environnementalistes, etc. Enfin, le phénomène de violence politique cible un nombre restreint de cas d'étude : Argentine et Chili pour les phénomènes liés à la violence d'État et les questions de justice ; pour la période contemporaine, ce sont plutôt la Colombie, le Mexique et l'Amérique centrale qui font l'objet du plus grand nombre d'articles.

*Les partis politiques.* Dans cette catégorie sont abordées les questions relatives aux relations des partis politiques avec les mouvements sociaux, et plus largement le fonctionnement de la démocratie. Le fonctionnement interne des partis politiques est un sujet récurrent avec, également, la question de l'adaptation des partis, des transfuges partisans et de l'institutionnalisation du système de partis dans son ensemble. Les liens entre les partis et les citoyens sont explorés, tout comme les réseaux partisans et leur enracinement territorial. Par ailleurs, de nombreux articles

travaillent la question des « cohésions législatives » et construction/déconstruction des coalitions partisans, étudiant « gauche » comme « droite ». Beaucoup de monographies sont élaborées sur des partis politiques spécifiques, tels que le Parti des Travailleurs (PT) brésilien, les formations partisans péronistes en Argentine, le *Frente Amplio* uruguayen, etc.

*Les mouvements sociaux et groupes d'intérêt.* Les recherches portant sur les mouvements sociaux et groupes d'intérêt se caractérisent dans notre échantillon par trois perspectives fondamentales : 1) un travail sur les pratiques diverses de contestations ou de lobbying (activisme bureaucratique, transnational, manifestations, grèves, occupations, etc.) ; 2) un travail sur les relations entre les pratiques de contestation et formes conventionnelles de participation (ou rapport à la politique) ; 3) un travail sur les conflits socio-environnementaux et les contestations connexes (eau, méga-projets hydro-électriques, mines, etc.). Enfin, des articles plus historiques reviennent sur la genèse ou généalogie de contestations sociales, tels que les grèves au Brésil entre 1961 et 1964, ou bien les mouvements de résistance honduriens, etc.

*Gouvernance, action publique et politiques publiques.* Les thèmes couverts sont également très hétérogènes dans une catégorie aux contours larges. De manière synthétisée, on retrouve dans notre échantillon de nombreuses monographies sur des politiques sectorielles particulières (accès à l'eau, sécurité, développement urbain, éducation, culture, mémoire, etc.) ; des analyses sur le changement institutionnel et les réformes de politiques publiques ; des études sur les rapports entre niveaux d'action publique (local, gouvernance en zones frontalières) et des études sur la participation d'une variété d'acteurs (contestataires, locaux, etc.). De nombreux articles portent sur des évaluations de politiques publiques ou programmes (sociaux, éducation, économiques, etc.) avec des réflexions sur l'efficacité institutionnelle et performance politique. Également des réflexions sur la « gouvernance », bien que le sens donné au concept demeure extrêmement différent d'un article à l'autre. En dernier lieu, des questionnements sur les idéologies (néolibéralisme, « *buen vivir* ») et l'impact des phénomènes exogènes sur les populations et les politiques publiques (chocs économiques et catastrophes naturelles).

*La démocratie et l'autoritarisme.* Enfin, dans cette catégorie majoritaire de la science politique latino-américaniste, on retrouve également une forte hétérogénéité. D'autant plus que notre système de codage y intègre deux sous-thématiques qui pourraient être singularisées : la justice et la corruption. De manière générale, on retrouve les préoccupations

suivantes : 1) justice (impunité, transition, indépendance des institutions, judicialisation de la politique) ; 2) corruption, souvent en lien avec la question des élites ; 3) l'évolution des régimes démocratiques (dérives autoritaires, coup d'État et rupture des ordres constitutionnels ou démocratiques) ; 4) beaucoup de textes sur la démocratie participative et dispositifs de participation citoyenne ; 5) la légitimité démocratique face à certains dysfonctionnements électoraux ou institutionnels ; 6) les rapports avec les élites (avec les citoyens, les minorités, etc.) ; 7) des éléments de fragilisation des démocraties (clientélisme, réformes constitutionnelles) ; 8) des inégalités dans les reconnaissances des droits et l'accès à la citoyenneté (*gender gaps*, genre et minorités ethniques) ; 9) questionnements généraux sur la qualité de la démocratie.

Les constats ici présentés reposent sur l'échantillon spécifique de la science politique latino-américaniste que nous avons construit dans le cadre de cette enquête. Rappelons qu'il ne fait pas justice à de nombreux autres travaux produits dans d'autres espaces universitaires (revues avec ou sans *peer-reviews* ; rapports de *think tanks* ; blogs, etc.). De la même manière, ce diagnostic ne fait pas justice à une production d'ouvrages individuels ou collectifs publiés dans des presses universitaires ou autres. Pour autant, les résultats identifiés dans cette enquête sont le reflet de tendances à l'œuvre touchant au cœur de notre discipline et champ d'étude (13). À présent, les chapitres proposés ambitionnent de dresser un panorama détaillé de la production académique. Ainsi ils viendront étayer et affiner les propositions que nous réalisons dans la partie suivante portant sur les agendas de recherche pour le développement de la science politique latino-américaniste.

## 5. – AGENDAS DE RECHERCHE POUR LA SCIENCE POLITIQUE LATINO-AMÉRICANISTE

À l'issue de cette enquête, nous proposons d'établir quelques perspectives possibles de recherche de science politique sur l'Amérique latine et les Caraïbes. L'idée n'est pas ici de construire une liste exhaustive de thèmes et objets à travailler dans les années à venir, mais plutôt

(13) Les auteurs précisent que le travail empirique réalisé et centralisé dans diverses bases de données sera publié en ligne sur le site de l'Observatoire Politique de l'Amérique Latine et des Caraïbes (OPALC/Sciences Po, <https://www.sciencespo.fr/opalc/>). La publication des données de cette enquête invite par conséquent à poursuivre ce travail en élargissant le nombre des revues et espace étudiés, en allongeant la temporalité d'investigation ou bien en développant de nouveaux indicateurs. Dans tous les cas, la consolidation de ce travail empirique initial servira une finalité : constituer une plateforme d'observation de l'évolution de la science politique latino-américaniste à l'échelle globale.

d'indiquer des perspectives possibles de développement de recherche compte tenu de l'identification de certains angles morts et impensés. Nous formulons ces différents points dans cette dernière section.

La science politique latino-américaniste a été très réactive vis-à-vis de l'actualité politique. Ce constat donne une dimension cyclique à la recherche. C'est le cas comme nous l'avons vu plus haut s'agissant des cycles électoraux (et alternances gouvernementales), des variations dans la qualité de la démocratie suivant des interruptions des ordres constitutionnels ou bien encore s'agissant des évolutions de la coopération régionale selon les différentes orientations politiques au pouvoir. Il apparaît donc que le développement de la recherche gagnerait à être moins en prise immédiate avec l'actualité afin d'élaborer des programmes de recherche indépendants des conjonctures politiques, transversaux et questionnant des évolutions au plus long-court.

Une science politique latino-américaniste décloisonnée. Notre champ d'étude a été majoritairement tourné vers une dimension nationale et peut gagner à s'ouvrir suivant une double perspective : comparatiste et internationalisée.

Dans la première perspective, l'ouverture passe par l'internationalisation, sans pour autant faire écho aux relations internationales. Qu'entendons-nous par là ? Il s'agit ici de penser les objets au-delà d'un triple enchâssement : contextuel, national et immédiat. Sur ce terrain, il est frappant de constater que l'une des tendances majoritaires de la science politique développée en Europe et en Amérique du Nord n'a que peu essaimé pour et dans les études latino-américaines, notamment les analyses liées aux diffusions, transferts et circulations (avec études de réseaux). L'investissement de ces terrains de recherche permettrait de dépasser les dichotomies internes/externes et trouver des interfaces dynamiques rapprochant les cas latino-américains entre eux. En effet, les phénomènes de circulation d'individus – à travers les logiques de réseaux régionaux/transnationaux –, de normes, de modèles institutionnels ou d'idées sont trop peu développés. Ces terrains d'enquêtes ont été laissés à l'abandon en dépit d'études séminales développées au carrefour des années 1990-2000. Sans prétendre à l'exhaustivité, on pourra évoquer les travaux de Dezalay et Garth sur la circulation des individus et des idées (2001), de Jean Grugel ou Francisco Duina sur la diffusion des normes régionales (Grugel, 1995 ; Duina, 2006). Rares sont aujourd'hui les travaux de recherche qui examinent la manière dont les politiques publiques sont adoptées (suivant quels modèles ou référentiels ?), dont les institutions sont bâties et les décisions prises, et ce en dépit de l'existence d'un grand nombre de cas propice à la

circulation des pratiques, normes et acteurs (par exemple les politiques de sécurité, les politiques de lutte contre le changement climatique, etc.).

Dans cette optique, si de nouveaux objets peuvent être investis, une intensification des travaux universitaires guidés par la comparaison est également requise. Si des comparaisons qualitatives permettent d'ouvrir le champ, deux perspectives sont à privilégier : un décentrement vis-à-vis des comparaisons classiques et récurrentes (voir plus haut) et des comparaisons innovantes sur le plan sectoriel ou temporel. Ce renouvellement de la comparaison passe par exemple par l'investissement de nouveaux pays, cassant les régularités par paires. On trouverait un intérêt, par exemple, à comparer le Honduras et la Bolivie sur la stabilité constitutionnelle ou encore le Chili et la Bolivie sur la participation des populations autochtones en démocratie.

Par ailleurs, signalons l'intérêt de développer les comparaisons « par le bas ». La comparaison des modes d'action publique et/ou organisations politiques au niveau sub-étatique constitue un impensé qui permettrait d'enrichir la compréhension de la variété des configurations d'acteurs et de pouvoir et de la diversité des schémas de gouvernance. Par exemple, que peut-on tirer de comparaisons d'États fédérés mexicains et brésiliens ? Si les villes ont davantage fait l'objet d'attention (comparaison des mégapoles), les comparaisons des espaces intermédiaires de la structuration du pouvoir politique sont à promouvoir entre : régions, provinces, départements, municipalités, quartiers, etc. L'investissement des échelles locales, observé par le prisme d'analyses cross-nationales, implique toutefois des stratégies et méthodes de recherches particulières, plutôt tournées vers le qualitatif et le temps moyen-long de sorte à appréhender les diversités et les similitudes de contextes locaux enchâssés dans des contextes et dynamiques politiques nationales spécifiques.

Le deuxième plaidoyer concernant l'ouverture de la science politique latino-américaniste renvoie à la promotion des études de « relations internationales » à proprement parler. Compte tenu de l'état de sous-développement des travaux internationalistes et du potentiel heuristique de l'étude des liens entre la sphère domestique et la scène internationale, au sens de Rosenau et du « *linkage politics* » (1969), l'investissement de ce chantier semble prioritaire à nos yeux.

Cet appel invite à explorer différentes directions. Tout d'abord, l'analyse de la politique étrangère (APE) qui gagnerait à dépasser en particulier une réflexion classique structurée autour du débat continuité/changement compte tenu des alternances gouvernementales (Gardini et Lambert, 2011 ; Mora et Hey, 2003) ou des cycles politiques. La

normalisation des études de l'APE latino-américaine appelle en effet au dépassement du cadre monographique, très souvent mobilisé et qui plus est sur les quelques « grands États » que compte le continent (avec une focalisation sur le Brésil), ainsi qu'à la déconcentration des objets en allant au-delà du seul Ministère, des titulaires du portefeuille international (MRE) ou encore du rôle des Présidents. Explorer la politique étrangère par les organisations, dans une acception non-unitaire, par la diversité des acteurs (fonctionnaires, acteurs non-étatiques), par la multiplicité des « instruments » de l'action internationale et, cela, en faisant la promotion d'un éclectisme théorique constitue autant de pistes, non-épuisées, de programmes de recherche futurs.

Une autre direction possible du développement de l'étude des relations internationales latino-américaines consisterait à développer les explorations empiriques sur le fonctionnement des États latino-américains (stratégies, rôles) ainsi que des organisations régionales latino-américaines et acteurs non-étatiques (coalitions, réseaux transnationaux, ONG, etc.) dans le cadre du multilatéralisme global. Déclinées dans une infinité d'horizons sectoriels (changement climatique, santé globale, sécurité, droits humains, etc.), des études permettant de comprendre comment les acteurs latino-américains prennent part aux débats multilatéraux participent à l'élaboration des normes qui structurent l'ordre global, en en influençant certaines ou en en bloquant d'autres. Naturellement, ces réflexions appellent au dépassement des analyses reposant sur les conceptions de « *greats* » ou « *middle-range powers* » pour comprendre les relations internationales et invitent à reconsidérer à travers l'observation et l'étude des pratiques multilatérales (« multilatéralisme au concret ») le rôle et la place de l'Amérique latine dans le monde. Cette approche est une invitation à résister aux perspectives traditionnelles, mais simplistes d'un continent insignifiant dans les relations internationales. La richesse de cette ambition de recherche s'exprime également par la possibilité de porter un regard rétrospectif sur la place de l'Amérique latine dans l'histoire moderne et contemporaine des relations internationales.

Dans une optique similaire, ce renouvellement épistémologique pour comprendre les relations internationales peut être bénéfique pour développer les analyses relatives à l'existence, aux fonctionnements et aux transformations des organisations régionales latino-américaines et caribéennes. Sur ce terrain, le nombre des organisations/initiatives régionales et la densité des normes régionales existantes dans le continent en font une véritable singularité globale. Pour autant, les nombreux travaux qui ont essayé sur ce qui est tantôt qualifié d'intégration régionale, tantôt de régionalisme ont majoritairement suivi une interprétation

réaliste et unitaire des organisations. Ici, donc, un travail de déconstruction organisationnelle et sociologique des organisations régionales latino-américaines et caribéennes (développement de travaux sur les personnels, les budgets, les normes internes – *soft regional law*) serait particulièrement utile pour mieux comprendre la nature, la portée et les effets de ces modes variés de coopération régionale et/ou continentale et la manière dont ils sont utilisés pour insérer le continent à l'échelle globale.

Enfin, une autre perspective sous-investie par les études de relations internationales jusqu'à ce jour consiste dans le développement des comparaisons inter-régionales et cross-régionales. Ces comparaisons avec d'autres aires culturelles et/ou géographiques permettent de désingulariser l'Amérique Latine et les Caraïbes face à des enjeux et dynamiques globales partagées par d'autres espaces et acteurs. De fait, s'il faut, par exemple, s'efforcer de comparer des organisations régionales latino-américaines et africaines – notamment l'UNASUR et l'Union Africaine ou bien encore le MERCOSUR et la SADC – il en va de même pour les politiques extérieures de certains États (Costa Rica et Vietnam sur le plan du changement climatique). Il convient néanmoins de dépasser ici l'ancrage institutionnel afin d'explorer plus finement des phénomènes, flux et dynamiques touchant des espaces ou des comportements politiques. Concernant les espaces, au-delà des États souverains, l'intensification des études sur les frontières (*border studies*) est un véritable enjeu contemporain, d'autant plus en tenant compte de la recrudescence des crises politiques qui génèrent des flux migratoires sortants ou des crispations diplomatiques. Concernant le second aspect, l'Amérique latine a en partage avec d'autres aires géographiques des comportements politiques qui mériteraient une nouvelle fois d'être passés au tamis de la comparaison autant pour dé-stigmatiser le continent qu'enrichir la compréhension de la construction des cultures politiques et de leurs évolutions.

Précisons, dans la même veine, que le développement d'autres approches sous-disciplinaires qui ont peu investi le laboratoire latino-américain, telles que la sociologie politique ou la théorie politique, constituent des opportunités de recherche prometteuses ; un manque dont l'origine tient autant à l'évolution de la discipline que de la formation. Pour le premier, la nécessité de connexion étroite avec le terrain, le prérequis d'immersion de longue durée, a souvent positionné une frontière entre la dimension disciplinaire (science politique) et les positionnements extra-disciplinaires appartenant au développement de connaissances liées à l'aire culturelle et géographique (civilisation). Pour le second, c'est bien souvent au moment de la formation (masters/

doctorats) que s'impose l'idée selon laquelle l'investissement empirique est auxiliaire ou se résume à un soutien marginal du considéré comme « plus noble » travail de théorisation.

Enfin, tous ces appels à la promotion de futures recherches ne peuvent être déconnectés d'une dernière, mais essentielle, considération : les données.

Bien souvent les discussions entre collègues et notamment les européens virent à l'étonnement – voire la consternation pour les seconds – lorsqu'ils prennent conscience de l'état de consolidation et de stabilité des données sur lesquelles nous, latino-américanistes, sommes contraints le plus souvent de travailler. En l'état, peu de bases de données consolidées et systématisées sont produites pour mener à bien des enquêtes. Au-delà des grandes plateformes de données macro-socio-économiques (CEPAL, Banque Mondiale), rares sont les plateformes qui produisent des données en lien avec les phénomènes politiques. Font exception à cela la *Georgetown Latin American Database*, projet arrêté et, encore aujourd'hui, le *Latin American Public Opinion Project* (LAPOP) (Vanderbilt University) et le *Latinobarómetro*. Ces trois projets publient des données (payantes pour les premières) extraites d'enquêtes d'opinion sur la démocratie, les gouvernements, la confiance vis-à-vis des institutions, la corruption, etc. Bien qu'extraordinairement utiles pour lancer des recherches, ces données demeurent réductrices et parcellaires. De très nombreux phénomènes cruciaux demeurent étrangers à la systématisation de données. Divers exemples de recherches récentes en font le constat : les données de la violence électorale au Mexique (Noria Research) ; les données sur les questions foncières en Colombie (Grajales, 2020) ; les données sur les ressources humaines des organisations régionales latino-américaines (Parthenay, 2020) ; les données sur la participation politique locale (Dabène, 2020). En matière électorale, par ailleurs, il demeure encore à ce jour parfois difficile d'obtenir des données concordantes et convergentes en dépit du travail des institutions électorales nationales. Concernant les données, c'est autant un problème d'existence et de construction (capacités institutionnelles, volonté politique) que d'absence de systématisation et régularité permettant d'apprécier des phénomènes sur le temps long, de comparer et de monter en généralité. La fragilité des données de la recherche constitue ainsi un obstacle majeur à la consolidation de la science politique latino-américaniste, notamment à travers leur *systématisation* et *accessibilité*. À cet égard, les ambitions de l'Observatoire Politique de l'Amérique Latine et des Caraïbes (OPALC), rattaché à Sciences Po, ou bien encore le programme de recherche *Noria*, constituent autant de singularités dans le paysage qui méritent d'être poursuivis et soutenus.

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- COUFFIGNAL, G., *La Nouvelle Amérique latine : laboratoire politique de l'Occident*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013.
- DABÈNE, O., « La science politique latino-américaniste en France. État des lieux », CERI, 2015, Accessible en ligne : <https://www.sciencespo.fr/ceri/fr/content/dossiersduceri/la-science-politique-latino-americaniste-en-france-etat-des-lieux>.
- DABÈNE, O., *L'Amérique latine à l'époque contemporaine*, 9<sup>e</sup> éd., Paris, Armand Colin, 2020.
- DABÈNE, O., *Street Art and Democracy in Latin America*, Londres, Palgrave Macmillan, 2020.
- DEZALAY, Y. et GARTH, B., *La mondialisation des guerres de palais. La restructuration du pouvoir d'État en Amérique latine, entre notables du droit et « Chicago Boys »*, Paris, Seuil, 2002.
- DUINA, Fr., *The Social Construction of Free Trade: The European Union, NAFTA, and Mercosur*, Princeton, Princeton University Press, 2006.
- FREIDENBERG, Fl. (ed.), *La Ciencia Política sobre América Latina. Docencia e investigación en perspectiva comparada*, Editorial Funglode, 2017, pp. 289-315.
- GARDINI, G. L. et LAMBERT, P. (eds), *Latin American Foreign Policies: Between Ideology and Pragmatism*, New York, Palgrave Macmillan, 2011.
- GRAJALES, J., *Agrarian Capitalism, War and Peace in Colombia Beyond Dispossession*, Routledge, 2020.
- GRUGEL, J., « Democratization and Ideational Diffusion: Europe, Mercosur and Social Citizenship », *Journal of Common Market Studies*, 2007, Vol. 45, n° 1, pp. 43-68.
- HIRSCHMAN, Al., *A Bias for Hope: Essays on Development and Latin America*, New Haven, Yale University Press, 1971.
- HIRSCHMAN, Al., *Toward Progress: Studies of Economic Policy-Making in Latin America*, Twentieth Century Fund, 1963.
- LAMBERT, J., *Amérique latine. Structures sociales et institutions politiques*, Paris, Presses Universitaires de France, 1964.
- LATINOBAROMETRO, Corporación Latinobarómetro, Chili. <https://www.latinobarometro.org/lat.jsp>.
- LAPOP – *Latin American Public Opinion Project*, Vanderbilt University.
- NORIA RESEARCH, <https://noria-research.com/home-2/>.
- MORA, Fr. et HEY, J. (eds), *Latin American and Caribbean Foreign Policy*, Rowman & Littlefield Publishers, 2003.

- PARTHENAY, K., *Crises en Amérique latine. Les démocraties déracinées (2009-2019)*, Paris, Armand Colin, 2020.
- PÉREZ-LIÑAN, A., « Temes de investigación y perspectivas de la Ciencia Política Latinoamericanista en Estados Unidos », in FREIDENBERG, F. (ed.), *La Ciencia Política sobre América Latina. Docencia e investigación en perspectiva comparada*, Editorial Funglode, 2017, pp. 289-315.
- OPALC, Observatoire Politique de l'Amérique latine et des Caraïbes, <https://www.sciencespo.fr/opalc/>.
- ROUQUIÉ, A., *Amérique Latine. Introduction à l'Extrême-Occident*, Coll. Points, Paris, Seuil, 1988.
- ROUQUIÉ, A., *L'Appel des Amériques*, Paris, Seuil, 2020.
- TICKNER, A., « Hearing Latin American Voices in International Relations Studies », *International Studies Perspectives*, 2003, vol. 4, pp. 325-350.
- TICKNER, A. et BLANEY, J., *Thinking International Relations Differently*, New York, Routledge, 2012.